



Royaume du Maroc

Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Étrangères
et de La Coopération Internationale Chargé des Marocains
Résidant à l'Étranger et des Affaires de la Migration



المملكة المغربية

الوزارة التتمة لمرزيس الشؤون الأاربية
ولتعاون الدولى المتطرفة بالمغاربة
المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة

Rapport de Résultats 2018

APPUI À LA MISE EN ŒUVRE DE LA
STRATÉGIE NATIONALE D'IMMIGRATION
ET D'ASILE (SNIA)

MOR 1605211 (Amuddu)

Maroc

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES	2
ACRONYMES	4
1 APERÇU DE L'INTERVENTION	6
1.1 FICHE D'INTERVENTION	6
1.2 EXÉCUTION BUDGÉTAIRE	6
1.3 AUTOÉVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
1.3.1 <i>Pertinence</i>	7
1.3.2 <i>Efficacité</i>	8
1.3.3 <i>Efficiences</i>	9
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	10
1.4 CONCLUSIONS	11
2 MONITORING DES RÉSULTATS	13
2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE	13
2.1.1 <i>Contexte général</i>	13
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	13
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	14
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	15
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME	16
2.2.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	16
2.2.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	17
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	18
PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	19
2.2.4 <i>Progrès des indicateurs</i>	19
2.2.5 <i>État d'avancement des principales activités</i>	20
2.2.6 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	20
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	22
2.3.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	22
2.3.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	23
2.3.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	23
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	24
2.4.1 <i>Progrès des indicateurs</i>	24
2.4.2 <i>État d'avancement des principales activités</i>	25
2.4.3 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	25
3 THÈMES TRANSVERSAUX	26
3.1 GENRE	26
3.2 AUTRE : FORMATION PROFESSIONNELLE (FP) LEVIER D'INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES MIGRANT.E.S.	30
4 GESTION DES RISQUES	31

5	PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	44
5.1	RÉORIENTATIONS STRATÉGIQUES	44
5.2	RECOMMANDATIONS	44
5.3	ENSEIGNEMENTS TIRÉS	45
6	ANNEXES.....	46
6.1	CRITÈRES DE QUALITÉ	46
6.2	DÉCISIONS PRISES PAR LE COMITÉ DE PILOTAGE ET SUIVI	50
6.3	CADRE LOGIQUE MIS À JOUR	53
6.4	APERÇU DES MORE RESULTS	79
6.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	79
6.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	81

Acronymes

AGR	Activités Génératrices de Revenus
ANAPEC	Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences
ANO	Avis de Non Objection
ASC	Accord Spécifique de Coopération
AT	Assistant Technique
ATN	Assistant Technique National
CAS	Centres d'Assistance Sociale
CFA	Centre de Formation par Alternance
CGEM	Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CMO	Convention de Mise En Œuvre entre la CTB et l'Etat Belge
CMDAM	Centre d'analyse des données mondiales sur la migration
COPIL	Comité de Pilotage
CS	Convention Spécifique ente l'Etat Marocain et Belge
CSC	Cahier Spécial des Charges
CTB¹	Coopération Technique Belge
CT(O)S	Comité Technique (d'Orientation et) de Suivi
COPIL	Comité de Pilotage
DAM	Direction Chargée des Affaires de la Migration
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DGD	Direction Générale Coopération au Développement et Aide Humanitaire
DIDH	Délégation Interministérielle aux Droits de l'Homme
DTF	Dossier Technique et Financier
ECT	Expert en Coopération Technique
EN	Entraide Nationale
Enabel	Agence belge de développement
FP	Formation Professionnelle
HQ	Siège Social de la CTB en Belgique
ICT	Information and Communication Technologies
MBI	Maghrib Belgium Impulse
MCMREAM	Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Chargé des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration
MDM	Marocains du Monde
MFSEDS	Ministère de la Famille, de la Solidarité, de l'Egalité et du Développement social
M&E	Monitoring et Evaluation
MONOP	Monitoring Opérationnel Trimestriel
MP	Gestion de Projet
MRE	Marocains Résidant à l'Etranger
MSC	Most Significant Change

¹ La dénomination « CTB » doit être lue comme « Enabel »

MTIP	Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle
ODD	Objectifs de Développement Durable
OFPPT	Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail
OG	Objectif Général
OI	Objectif Intermédiaire
OIT	Organisation Internationale du Travail
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OS	Objectif Spécifique
OSC	Organisation de la Société Civile
PC	Programme de Coopération
PTF	Partenaire Technique et Financier
PV	Procès-Verbal
RAF	Responsable Administratif et Financier
RC	Renforcement des Capacités
RCP	Responsable du Changement du Programme
RH	Ressources Humaines
RP	Responsable de Programme
RR	Représentant Résident CTB
SG	Secrétaire Général du MCMREAM
SNIA	Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile
ToC	Theory of Change / Théorie du Changement
TPE	Très Petites Entreprises
UE	Union Européenne
VDAB	Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding - Service d'Emploi et de la Formation Professionnelle Flamand

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Nom de l'intervention	Amuddu : Appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile (SNIA)
Code de l'intervention	MOR 1605211
Emplacement	Région Rabat-Salé Kénitra et région de Casablanca-Settat (notamment l'axe Rabat-Casablanca)
Budget	4.600.000 euros
Institution partenaire	Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Chargé des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration (MDCMREAM)
Partenaires opérationnels	Entraide Nationale et ANAPEC
Date de démarrage de l'intervention/Ouverture du Comité de pilotage (COFIL)	Date de signature de la Convention spécifique : 15 mars 2018 Date du premier COFIL : 5 juin 2018
Date de fin de la Convention spécifique	14 mars 2023
Groupes cibles	Migrantes et migrants au Maroc
Impact²	L'intégration des migrantes et des migrants et la gestion des flux migratoires au Maroc sont mieux assurés
Outcome	L'employabilité des migrantes et des migrants au Maroc est améliorée
Outputs	O.I. 1. L'accès des migrant(e)s et des réfugié(e)s aux dispositifs existants d'orientation et de formation professionnelle est mieux assuré O.I. 2. L'accès des migrant(e)s et des réfugié(e)s aux dispositifs d'accompagnement à l'(auto-)emploi et au marché de l'emploi est amélioré O.I. 3. L'action conjointe des structures travaillant dans le domaine de l'intégration économique des migrant(e)s est dynamisée et mieux coordonnée
Budget total de l'intervention	4.600.000 euros
Année couverte par le rapport	2018

1.2 Exécution budgétaire

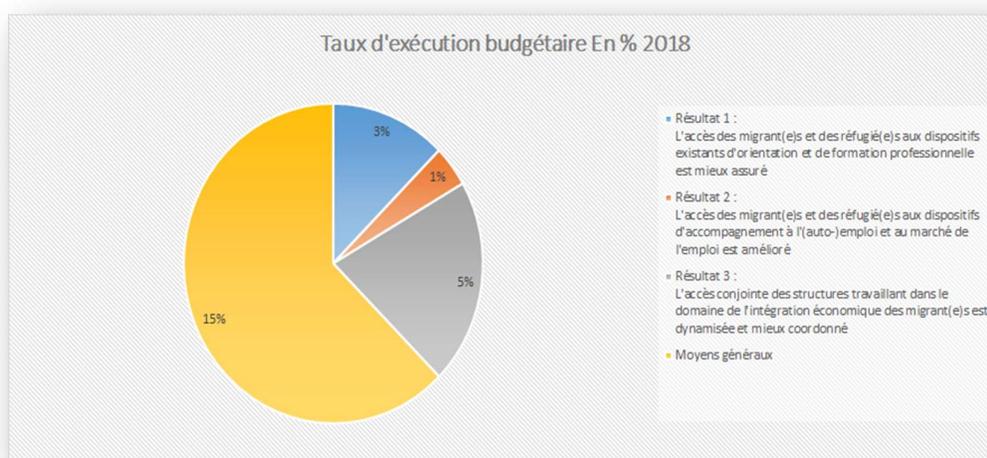
Le Tableau ci-dessous et les figures retracent l'évolution du taux de décaissement et de remboursement par résultat au 31 décembre 2018.

Un rapport budgétaire détaillé est inclus en annexe du présent rapport des résultats ;

Taux de décaissement du budget global au 31 décembre 2018

² L'impact équivaut à l'objectif général, l'outcome à l'objectif spécifique et l'output au résultat

	Budget en €	Décaissements	Solde au 31 décembre 2018 en €	Taux de déboursement au 31 décembre 2018
		Année couverte par le rapport (2018) en €		
Total*	4.600.000,00	261.695,47	4.338.304,53	6%
Output 1	1.005.500,00	28.386,66	977.113,34	3%
Output 2	1.488.800,00	15.424,97	1.473.375,03	1%
Output 3	543.800,00	25.113,95	518.686,95	5%
Moyens généraux	1.312.740,00	192.769,89	1.119.970,11	15%



Le taux d'exécution budgétaire (TEG) par rapport à la planification annuelle de 2018 est de 60 %, par contre Le taux d'exécution budgétaire global est de 6 % qui peut s'expliquer comme suit : Le projet a réalisé aussi bien les activités nécessaires pour son démarrage que pour sa mise en œuvre qui a connu des contraintes quant à l'exécution des conventions de subsides au niveau des résultats 1 (TEG 3%), le résultat 2 (TEG 1%) et le résultat 3 (TEG 5%). Pour ce qui est des moyens généraux le taux d'exécution budgétaire s'élève à 15 % au vu de l'important investissement fourni par le projet (44 % du taux d'exécution des moyens généraux).

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

Le Programme d'appui à la gestion de la thématique migratoire au Maroc s'aligne sur les deux stratégies nationales dédiées à la migration, à travers deux interventions : Amuddu et MBI.

Le projet Amuddu s'aligne sur la « Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile » (SNIA) et plus particulièrement sur les programmes sectoriels y afférents et qui ont pour objectifs d'assurer l'accès des migrants à la formation professionnelle et faciliter leur accès à l'emploi, et ce à travers l'appui institutionnel des opérateurs publics en charge de l'intégration économique des migrant-e-s.

Son ancrage institutionnel, notamment au niveau du MDCMREAM, Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Chargé des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration à travers le comité programme Formation et emploi, permet de réaliser ipso facto les objectifs attendus via cette intervention.

Sa pertinence se justifie par le fait que l'intervention considère l'intégration économique comme porte d'entrée et catalyseur de l'intégration générale des migrant(e)s.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	C

Le projet Amuddu appuie les acteurs clés chargés de l'insertion économique au Maroc, en particulier l'Entraide Nationale (EN) et l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi et des Compétences (Anapec) dans la mise en œuvre des programmes sectoriels formation professionnelle et emploi de la SNIA.

Et développe des outils et mécanismes de soutien au MDCMREAM notamment au niveau du comité programme 3. Le projet accompagne de cette façon le parcours d'intégration économique dans son entièreté, de la formation professionnelle jusqu'à l'accompagnement vers le marché de l'emploi ou l'auto-emploi.

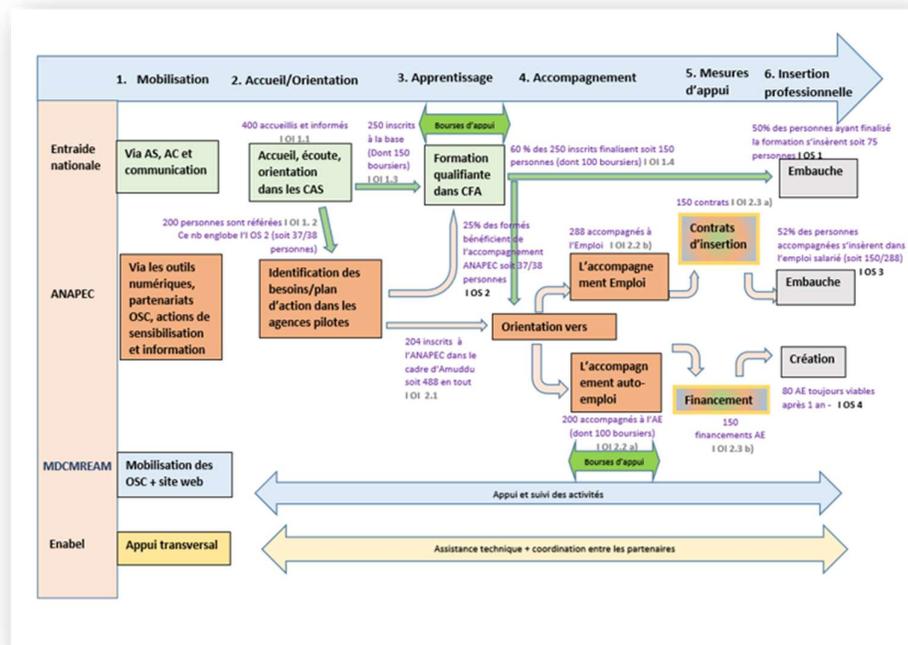
Pour ce faire, un schéma des différents parcours possibles des bénéficiaires, intégrant le référencement entre l'EN et l'ANAPEC, a été élaboré. Un indicateur de référencement à ce titre été élaboré afin de pouvoir suivre avec précision les parcours des bénéficiaires entre ces deux structures et par ricochet veiller à plus d'efficacité.

Il permet, par ailleurs, de mieux comprendre les prestations offertes par le projet et leurs articulations entre elles. Il souligne en outre le rôle de chacune des parties prenantes et les points de synergie entre elles lors de la mise en œuvre du projet.

En effet, l'EN et l'ANAPEC dispenseront des prestations d'accompagnement de manière parallèle, mais seront aussi amenées à orienter des bénéficiaires dans chacune des deux structures afin de répondre au mieux à leurs besoins, qu'ils concernent la formation ou l'accompagnement à l'emploi/auto-emploi. Cette porosité entre les deux organismes nécessite une étroite coordination entre leurs services, mais aussi la mise en place dès le début d'un système de référencement permettant de suivre les parcours des bénéficiaires au sein de ces deux entités.

Éléments auxquels l'équipe intervention de concert avec ses partenaires a réfléchi avec beaucoup d'attention lors de l'implémentation de l'étude Baseline.

Dans ce sens un système de référencement impliquant les deux partenaires et leurs ATN respectifs est en cours d'opérationnalisation, qui sera testé, amélioré, ancré institutionnellement puis capitalisé et modélisé in fine. Le modus operandi retenu pour atteindre l'Outcome est détaillé dans le graphe suivant :



1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

Pour Rappel, le projet Amuddu a pour objectif principal de créer des synergies et des mécanismes de coordination efficaces entre tous les acteurs engagés dans l'insertion économique, et en particulier entre le MDCMREAM, l'Entraide Nationale et l'Anapec. En s'appuyant sur les structures existantes, il vise à renforcer les capacités du personnel de ces institutions et à mettre en œuvre des actions mutualisées avec les autres partenaires internationaux (stratégie de communication, systèmes d'informations, et les mécanismes de référencement, etc.). Via la définition de critères de vulnérabilité, il garantit le ciblage nécessaire afin d'atteindre des résultats.

Concrètement et par souci d'anticipation, le projet a entamé un ensemble de mesures et d'actions aussi bien en matière de management organisationnelle, qu'en management opérationnel pour améliorer ce critère de qualité, et ce comme suit :

1. Management organisationnelle :

La mobilisation, autant de fois que cela est nécessaire, des ressources et de l'expertise du projet pour les besoins de gestion du portefeuille des projets migrations (Amuddu, MBI, EJ, PALIM et tout récemment le projet de Déploiement des politiques migratoires au niveau régional qui vient d'être validé par le comité opérationnel du fonds Fiduciaire d'Urgence).

2. Management opérationnel :

En vue de maintenir un degré d'harmonisation qui permet à la fois une meilleure visibilité du programme migration et une coordination renforcée entre les partenaires des actions concrètes ont été lancées et dont certaines réalisées :

- La mise en place participative d'une ligne de base commune à tous les partenaires : ANAPEC, EN et MDCMREAM (il y a lieu de préciser à ce titre que les valeurs de références de l'EN, sont à figer).

- L'amorçage d'un système d'information mutualisé au niveau du CP3 (en cours).
- Le début d'implémentation du processus de référencement au niveau des agences Anapec de Casablanca ciblées par le projet à travers la sensibilisation du personnel des agences et Anapec.

1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

En vue d'atteindre doublement l'Outcome de l'intervention et de durabiliser l'effectivité des actions du projet Amuddu, notamment l'appui dédié :

- Aussi bien à l'adaptation en contenu et format (digitalisation) des outils des partenaires aux besoins spécifiques de la population migrante,
- Qu'au renforcement des compétences du personnel des partenaires,

des plans d'actions concrets sont prévus et initiés par l'intervention, qui permettront de fluidifier l'accompagnement et par ricochet faciliter l'intégration économique des migrant-e-s. Il s'agit plus explicitement de :

- Former le personnel L'EN dans les domaines liés à l'intégration économique des migrant-e-s,
- De renforcer les compétences des membres du CP3,
- D'appuyer l'implémentation d'un système de monitoring qui permette au niveau de :
 - MDCMREAM (CP3), de renforcer les mécanismes de coordination liant tous les partenaires du projet en vue de faciliter les synergies nécessaires pour une meilleure mise en œuvre de la SNIA,
 - EN, de suivre le parcours d'intégration économique des migrant-e-s.
- Bien évidemment d'améliorer en outre les outils d'informations en relation avec le marché de l'emploi et auto-emploi, orientés vers la cible migrante au niveau de l'ANAPEC.
- In fine, le processus de capitalisation amorcé afin de capter dès à présent les bonnes pratiques, permettra sans doute de modéliser des process sous forme de logigramme notamment le processus de référencement entre EN et ANAPEC, qui a été identifié dans sa forme embryonnaire lors de la mission d'élaboration participative de l'étude Baseline et au niveau du terrain au niveau du résultat2 consacré à l'appui de l'ANAPEC.
- Le projet envisage de renforcer la confiance de la population migrante vers les services publics, notamment EN et ANAPEC, et de drainer les flux vers ces services.

Toutes ces mesures sont envisagées dans la perspective de pérenniser l'appui institutionnel apporté par l'intervention Amuddu.

1.4 Conclusions

Timeline des activités réalisées en 2018 :



Zoom sur des chiffres : Principaux résultats 2018

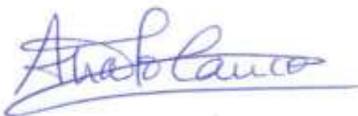
- **27 cadres de l'ANAPEC informés sur le projet Amuddu,**
- **1 maquette globale contenant des indicateurs permettant le suivi de la SNIA concernant le volet Formation professionnelle et Emploi élaborée**
- **3 partenaires ont participé la co-construction de la matrice de suivi (MCMREAM, EN et ANAPEC)**
- **1 Rapport de Baseline finalisé et disponible sur GoFast**
- **5 articles présentant l'évolution du projet publiés sur Open.Enabel et des outils de communication élaborés**

En conclusion, l'équipe intervention tout en veillant stratégiquement à asseoir l'ancrage du projet dans un cadre institutionnel à même de permettre toutes les synergies possibles, les améliorations ou changements probables à veiller, à fixer des lignes directrices en termes de processus de management :

1. Coconstruire avec les partenaires techniques et institutionnel un schéma de mise en œuvre efficace et efficient des activités à même de permettre la réalisation des outputs et par conséquent l'Outcome de l'intervention, et ceci dès la phase de démarrage.
2. Ce mode opératoire s'inscrit dans une logique triptyque de complémentarité entre les partenaires, d'un côté en assurant entre le MDCMREAM et les deux opérateurs techniques EN et ANAPEC une coordination continue intra et extra projet, respectivement au travers de :
 - a. Réunions routinières fixées par le middle management entre tous les ATNs et la fonction support,
 - b. et d'un autre côté, cette fois dans un gradient croissant, plus institutionnel au travers de CTOS, COPIL, et CP3.
3. La difficulté inhérente à la modalité d'exécution du subsidé, auparavant prévue avec l'EN, a été identifiée et des options pour la contourner sont en cours d'analyse (par exemple, à travers un appel à projet ouvert aux ONG pour l'octroi de financements liés aux aides et subventions soit de soutien aux migrant-e-s aux formations et au financement d'auto-emploi).

In fine, il est essentiel dès ce stade de signaler qu'un processus de communication et de capitalisation, embryonnaire soit-il pour ce dernier, a été amorcé en vue d'apporter au projet doublement :

1. Davantage de visibilité au travers la publication et diffusion d'articles dans Open.Enabel, et de la première newsletter du programme migration sur mailChimp;
2. De possibilités de s'améliorer à partir des bonnes pratiques capturées en l'occurrence :
 - a. La co-construction du système de monitoring du programme d'appui à la thématique migratoire avec tous les partenaires dans le cadre d'un processus participatif qui garantit à la fois la fiabilité des valeurs de bases et valeurs cibles, ainsi que la germination du processus d'appropriation et par conséquent la facilitation de la pérennisation des démarches de mise en œuvre.
 - b. Le système de référencement qui a débuté au niveau des agences de l'ANAPEC de Casablanca, ciblées par le projet,
 - c. L'élaboration et le début d'implémentation d'un système de suivi des résultats au niveau du CP3 qui est voué à être répliqué.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution Enabel
	ANA POLANCO PORRAS 

2 Monitoring des résultats³

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

Le Maroc est un pays d'émigration et également devenu, au fil des années, une terre de transit et même d'accueil de migrant(e)s. A la suite des recommandations du Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) et des orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, une nouvelle politique migratoire a été adoptée en 2014 et une direction chargée des affaires de la migration est venue compléter les attributions du Ministère chargé des Marocains Résidant à l'Étranger (MRE). Cette politique s'inscrit dans un cadre de référence basé sur la Constitution du Royaume (juillet 2011) et sur les conventions internationales signées par le Maroc relatives aux droits humains et notamment aux droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Tout récemment après l'adoption du pacte mondial des migrations « sûres, ordonnées et régulières », Ce pacte a permis une avancée positive en ce sens qu'il a permis de poser un cadre international. De facto la migration est vue à travers un prisme onusien. Cette initiative souligne la nécessité de coopérer au niveau local, régional et mondial avec toutes les parties prenantes.

Par ailleurs le projet de décret 2.17.618 portant charte de la déconcentration administrative a été adopté, en octobre, en Conseil de gouvernement, permettant ainsi de décliner les politiques publiques au niveau des territoires notamment la territorialisation de la SNIA au biais du mécanisme de la contractualisation entre l'Etat et les Régions, notamment au niveau des programmes de la formation professionnelle et de l'emploi.

Il est important aussi de noter que la CTB a connu une réforme, pour devenir Enabel.

Enabel est ainsi une agence au service de l'ensemble des pouvoirs publics belges. La capacité d'Enabel à décrocher des marchés auprès de mandants tiers est une priorité à ce titre activement soutenue par l'État belge.

2.1.2 Contexte institutionnel

L'intervention s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD), adoptés par les Nations Unies en 2015 et auxquels le Maroc a adhéré, et plus particulièrement avec l'Objectif 10 (réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre), qui vise la mise en œuvre de politiques migratoires bien gérées ; ainsi que l'Objectif 8 (promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous), qui ambitionne la défense des droits des travailleurs, y compris les migrant(e)s.

Par ailleurs, le Maroc a ratifié les conventions suivantes :

- Convention internationale pour la protection des droits de tous les travailleurs migrant(e)s et des membres de leurs familles. Ce texte est une bonne base pour le respect et la prise en compte des droits des migrant(e)s, notamment leurs droits économiques. Le pays,
- est également signataire de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,
- et de la Convention n°111 de l'OIT concernant la discrimination qui consacrent tous la non-discrimination notamment dans le domaine de l'emploi et du travail.

En outre, à travers la Constitution de 2011, le pays s'est engagé à bannir et combattre

³ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

toute discrimination. Il y a eu également une évolution du cadre juridique en matière d'accès des étrangers à l'emploi qui offre également des perspectives pour les migrants(e)s, notamment le nouveau statut d'auto-entrepreneur, les évolutions dans le domaine des coopératives et l'extension de l'accès des étrangers à certains métiers réglementés.

Le projet s'aligne également avec la Déclaration de New York pour les réfugiés(e)s et les migrant(e)s adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2016. A travers ce document, les Etats reconnaissent le potentiel que les migrant(e)s ont pour « contribuer de façon positive et profonde au développement économique et social de leurs sociétés d'accueil et à la création de richesses à l'échelle mondiale »⁴. En outre, ils s'engagent « à renforcer la capacité d'adaptation des communautés et des pays d'accueil en les aidant, par exemple, à la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus »⁵. Les objectifs du projet s'inscrivent également dans le cadre du Pacte Mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

Outre cela le Maroc a développé des stratégies importantes notamment le plan pour la promotion de l'emploi. Notons que certaines nouvelles lois notamment la loi 114-13 relative au statut d'auto-entrepreneur ou la loi 112-12 relative aux coopératives ne spécifient pas de critère de nationalité, ce qui ouvre de facto leurs prestations aux migrant(e)s.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Gestion Financière :

Cette année est marquée par la signature de la convention spécifique en Mars 2018.

La mode d'exécution régie directe est appliquée pour la mise en œuvre des activités de l'intervention suite à la demande des partenaires.

Des comptes bancaires sont ouverts au nom de l'intervention à savoir :

- Compte mère en régie au niveau de Dutch Bank.
- Compte principal au niveau de la représentation ;
- Compte opérationnel au niveau de l'intervention

Gestion des marchés publics

Enabel ainsi que le MCMREAM sont des organismes de droit publics, à cet effet, ils ont l'obligation de respecter la loi sur les marchés publics et d'appliquer pour tout achat ou acquisition les principes de transparence, mise en concurrence, et d'égalité de traitement entre candidats.

Gestion des conventions de subsides

Les conventions de subsides est une forme de contractualisation, qui a pour but de permettre au Programme d'apporter une contribution financière directe par voie de donation ou paiement à un tiers pour la réalisation d'activité d'un ou plusieurs organisme(s) poursuivant un but d'intérêt général en vue de contribuer à l'atteinte des résultats et objectifs de l'intervention.

L'année 2018 est marqué par la validation du Guide d'Enabel pour l'élaboration et le suivi des conventions subsides le 12/09/2018.

Une Convention de subside est prévue au niveau de l'output 1 avec l'EN et de l'output 2 avec l'ANAPEC. Celui dédié à l'EN ne sera pas signé à la date ou se rapport résultat est rédigé, eu égard les nouvelles données factuelles relatives au contexte de transition

⁴ Assemblée générale des Nations Unies (résolution A/71/L.1) : « Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrant(e)s », paragraphe 46, p. 11.

⁵ *Ibid.*, paragraphe 84, p. 18.

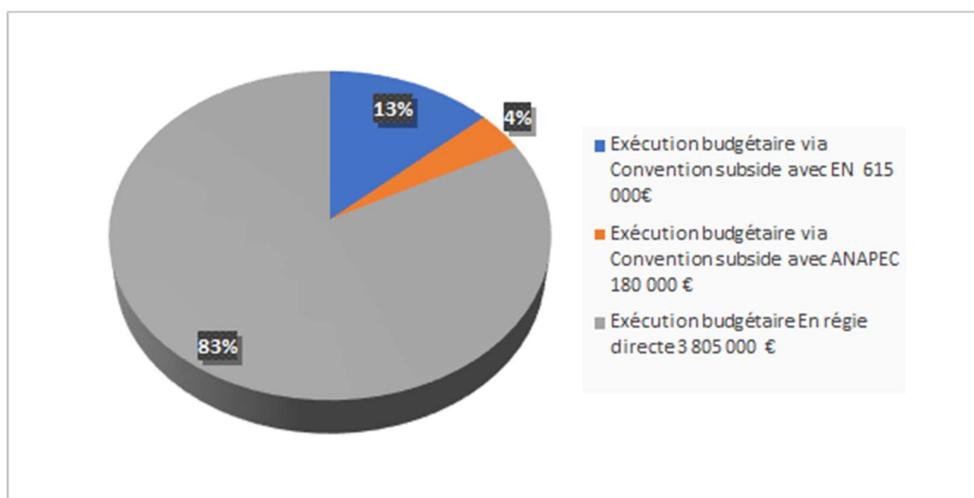
que vit cette administration publique résumé comme suit :

- Le top management de l'EN a changé,
- L'Entraide nationale offre ses services à la population migrante au même titre qu'aux Marocains. Ainsi la question migratoire serait traitée de manière transversale sans octroi de services spécifiques aux migrants.
- Ce qui a pour conséquence que les actions prévues dans le cadre du subsidé du projet Amuddu (notamment, les indemnités financières pour les personnes migrantes pour suivre les formations professionnelles, indemnités financières pour suivre les formations à l'auto-emploi et le financement des initiatives d'auto-emploi) ne sont plus gérées par l'Entraide Nationale.

Afin d'avancer, l'unité de gestion est en train d'identifier des options alternatives, par exemple, la réalisation de ces actions citées supra à travers un subsidé contracté avec une ONG qui serait identifiée au biais d'un appel ouvert. Ces mesures seront proposées pour validation lors du prochain COPIL, début 2019.

En rapport toujours avec l'EN, il est à signaler que le point focal a changé et sera incessamment désigné par voie officielle.

Le graphe ci-dessous représente les budgets alloués aux conventions de subsidés dans le cadre de l'intervention AMUDDU :



Gestion Accords spécifiques de coopération (ASC)

Les accords de coopération dits "public-public" ou "coopération horizontale" avec un partenaire public, peuvent se concrétiser pour Enabel par des accords-cadres de coopération (ACC), opérationnalisés par des accords spécifiques de coopération (ASC).

Dans ce sens, l'année 2018 est marquée par la signature d'un ASC avec VDAB relatif à l'appui technique pour l'appui à la mise en œuvre de la SNIA au Maroc, et ce dans le souhait de favoriser les synergies d'expertises publiques émanant des autres pouvoirs publics à priori belges même si une coopération avec un pouvoir adjudicateur non belge est également possible.

2.1.4 Contexte HARMO

Le nouveau programme de coopération (2016 – 2020) avec ses 5 projets dans les domaines de la migration, de l'entreprenariat, de la lutte contre les violences faites aux femmes, et de la réforme administrative, correspond aux priorités du gouvernement marocain qui a érigé le volet social dédié aux cibles vulnérables en priorité.

Et parmi ces domaines le portfolio migration a pris une part non des moindres dans le plan d'entreprise 2018 d'Enabel au Maroc. Son contenu s'est vu élargir par la

concrétisation d'une nouvelle intervention « Projet d'empowerment juridique des migrant.e.s et réfugié.e.s » développée dans le cadre du 2^{ème} axe stratégique du PAP Maroc 2018, missions pour tiers pour le profit de la Délégation de l'Union Européenne au Maroc (DUE Maroc) s'inscrivant ainsi dans la vision stratégique des Global Partnerships d'Enabel.

Venant s'ajouter ainsi aux deux premières interventions MBI et AMUDDU financées par la coopération belge, confortant ainsi le partenariat institutionnel avec le MDCMREAM qui assure le portage des politiques migratoires au profit aussi bien des migrant-e-s qu'au MeM.

C'est au travers de ce partenariat fort institutionnellement qu'il faut relever avec force, un effet de synergie positif créé par deux mécanismes de coordination appuyés par le projet Amuddu, conjuguant ainsi les efforts d'autres acteurs du développement et de la coopération, notamment au biais :

- L'appui du **CP3**, qui regroupe plusieurs organismes et administrations publiques œuvrant dans le domaine de la formation de et de l'emploi,
- Et de la **coordination entre les organismes** de la coopération internationale **œuvrant avec l'EN**, à travers des réunions d'échange et l'élaboration d'un tableau de suivi et d'harmonisation des activités planifiées conjointement au niveau des différents projets dans le domaine migratoire appuyés par la coopération internationale.

2.2 Performance de l'outcome



L'étude de la ligne de base a été finalisée en décembre 2018. A ce stade, les valeurs des indicateurs au temps 0 du projet ont été renseignées, ainsi que les valeurs cibles finales.

2.2.1 Progrès des indicateurs⁶

		Outcome: L'employabilité des migrantes et des migrants au Maroc est améliorée					
Indicateurs		Valeur de la <i>Baseline</i>	Valeur année N-1	Valeur année N+1	Cible année N+2	Cible année N+3	Cible finale
I.OS.1. Pourcentage de migrant(e)s ayant finalisé avec succès un programme de FP qui s'insère dans le marché de l'emploi, désagrégé par sexe.	T	N/A	N/A	40 %	50%	60 %	50% ⁷
	F	N/A	N/A	40 %	50%	60 %	50%
	H	N/A	N/A	40 %	50%	60 %	50%
I.OS.2. Pourcentage de migrant(e)s formés au sein de l'EN qui ont bénéficié des dispositifs d'accompagnement à l'insertion de l'ANAPEC (recherche d'emploi et d'auto-emploi), désagrégé par sexe.	T	N/A	N/A	N/A	20 %	30 %	25% ⁸
	F	N/A	N/A	N/A	30%	30%	30%
	H	N/A	N/A	N/A	70%	70%	70%

⁶ * l'étude de la ligne de base ayant été finalisée en décembre 2018, la collecte des données pour l'année en cours n'a pas encore pu être réalisée.

⁷ de 150 ayant finalisés l'apprentissage - cf I.OS.1 soit 75 personnes

⁸ de 150 ayant finalisés l'apprentissage – cf. I.OS.1 soit 38 personnes

I.OS.3 Pourcentage de migrant(e)s accompagnés par l'ANAPEC qui s'insère dans le marché de l'emploi salarié, désagrégé par sexe.	T	9 ⁹	N/A	20%	40%	40%	52%
	F	0	N/A	50%	50%	50%	50%
	H	0	N/A	50%	50%	50%	50%
I.OS 4. Nombre de migrant(e)s financés ayant créé une initiative d'auto-emploi toujours viable un an après (suivi post-crédation), désagrégé par sexe.	T	0	N/A	N/A	20	30	80 ¹⁰
	F	0	N/A	N/A	10	15	40
	H	0	N/A	N/A	10	15	40

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

1. La contribution des Outputs à l'Outcome pour cette 1^{ère} année se traduit concrètement comme suit :

a. Résultat 1 :

- Lancement d'un processus intégré de renforcement institutionnel du partenaire opérationnel de formation professionnelle (Entraide Nationale) qui touche à la communication, au renforcement de capacité du personnel impliqué dans l'insertion économique des migrant(e)s, et au système d'information.
- Identification de pistes d'action pour l'appui à l'Entraide Nationale à travers l'apport d'expertise belge.¹¹

b. Résultat 2 :

- Les actions de communication de proximité au près du réseau de l'ANAPEC au niveau de la zone d'action du projet, ont permis de sensibiliser les conseillers et les responsables d'agence à la thématique migratoire notamment l'importance de l'employabilité des migrant(e)s.

c. Résultat 3 :

- Un début de mobilisation à travers le renforcement de capacité et l'information des différents des acteurs œuvrant dans le cadre de l'atelier participatif pour la finalisation des maquettes de suivi de la SNIA concernant les volets formation professionnelle et emploi.

2. Difficultés qui se sont présentées :

- Lenteur dans l'enclenchement des mécanismes de synergies et coordination entre les partenaires du projet notamment l'EN.

Sous-effectif du personnel des entités partenaires Malgré les avancées effectuées par le Maroc pour faciliter l'intégration économique des migrants au niveau local, certaines difficultés persistent et limitent l'impact du projet.

3. Facteurs d'influence (positive ou négative) :

⁹ Nombre de migrants insérées réellement à travers un emploi salarié

¹⁰ sur 150 financements - cf I OS 2.4

¹¹ de 488 personnes -cf. I.OS 2.1 soit 150

- CP3 est l'outil de coordination par excellence qui peut apporter des solutions et des alternatives aux différentes contraintes soulevées supra.
- D'un point de vue opérationnel, le renforcement de la mission d'appui d'assistance et d'appui technique à des missions notamment celle de suivi et de communication de proximité envers les agences Anapec et centres CFA de l'Entraide Nationale permettrait au projet de gagner davantage en efficacité.

2.2.3 Impact potentiel

Pour rappel, tel que proposé par le dossier technique et financier (DTF), l'intervention ne procèdera pas à un suivi au niveau d'impact. Cependant, l'équipe de projet assure une veille sur les études élaborées dans le cadre d'autres projets ou initiatives afin d'avoir une vision globale de la situation actualisée notamment :

- Le rapport 2018 de la politique nationale d'immigration et d'Asile,

<p>1. Rapport 2018 Politique Nationale d'Immigration et d'Asile¹² :</p> <p>Pour l'année 2017-2018, le rapport de la politique migratoire a annoncé pour cet indicateur : 401 migrants inscrits à l'Entraide Nationale dont 258 migrants dans les formations par apprentissage et 143 migrants dans les formations qualifiantes. Dont 128 migrantes au titre de l'année 2017-2018, dont 12 et 116 migrantes inscrites respectivement dans les formations par apprentissage et</p>	
--	---

- L'analyse de la base de données de la migration dans le portail du Centre mondial d'analyse des données sur la migration (CMADM) hébergée sur le site de l'OIM.
- Incessamment les résultats de l'enquête nationale sur la migration internationale conduite par le HCP de concert avec le CMDADM,
- Les études des instituts et Think Thank spécialisés dans la migration.

¹² <https://drive.google.com/file/d/19kKbzTslDg2Nqf0O9fqp4g2Htp27jDDY/view?usp=sharing>

¹³ <https://migrationdataportal.org/?i=numrat&t=2017&cm49=504>

En outre, le travail qui sera réalisé dans le cadre du projet pour renforcer le système d'information de l'Entraide Nationale (Objectif intermédiaire 1) et pour renforcer les compétences des membres du Comité programme formation professionnelle et emploi de la SNIA (Objectif intermédiaire 3 de l'intervention) contribuera à améliorer la production de données au niveau national. L'intervention fera, évidemment, un suivi à ce niveau-là.

Performance de l'output 1¹⁴



2.2.4 Progrès des indicateurs

		Output 1 : L'accès des migrant(e)s et des réfugié(e)s aux dispositifs existants d'orientation et de formation professionnelle est mieux assuré					
Indicateurs		Valeur ¹⁵ de la Base : 2018 (N)	Valeur année 2017 (N-1)	Cible année 2019 (N+1)	Cible année 2020 (N+2)	Cible année 2021 (N+3)	Cible finale
I.OI.1.1 ¹⁶ . Nombre de migrant(e)s accueillis dans les structures de l'EN (faisant partie du projet) et informé sur les dispositifs d'insertion économique, désagrégé par sexe.	Total		1534	100	100	100	400
	F		975	50	50	50	200
	H		559	50	50	50	200
I.OS.1.2. Nombre de migrant(e)s accueillis à l'EN et référé à l'ANAPEC (recherche d'emploi et d'auto-emploi), désagrégé par sexe	Total		N/A	32	60	96	200
	F		N/A	9	18	29	60
	H		N/A	23	42	67	140
I.OI.1.3. Nombre de migrant(e)s inscrits aux programmes de formation professionnelle, désagrégé par sexe.	Total		52	60	70	70	250
	F		29	18	21	21	75
	H		23	42	49	49	175
	Dont Boursiers		0	40	50	50	150
	F		0	12	15	9	45
	H		0	28	35	21	105
I.OI.1.4. Pourcentage de migrant(e)s qui finalisent avec succès un programme de formation professionnelle, désagrégé par sexe.	Total		N/A	40 %	50 %	60%	60 %
	F		N/A	40 %	50 %	60%	60 %
	H		N/A	40 %	50 %	60%	60 %
	Dont Boursiers		0	26	34	20	100

¹⁵ NB : les valeurs de références et cibles sont à préciser avec l'EN.

¹⁶ Pour l'année 2017-2018, le rapport de la politique migratoire a annoncé pour cet indicateur : 401 migrants inscrits à l'Entraide Nationale dont 258 migrants dans les formations par apprentissage et 143 migrants dans les formations qualifiantes. Dont 128 migrantes au titre de l'année 2017-2018, dont 12 et 116 migrantes inscrites respectivement dans les formations par apprentissage et qualifiantes.

	F		0	7	10	6	30
	H		0	19	24	14	70
.OI.1.5 Degré d'augmentation des connaissances acquises par les assistants sociaux, formateurs, et les maîtres d'apprentissage, désagrégé par sexe.	Total		N/A	4 Pts.	4 Pts.	N/A	4 Pts.
	F		N/A	4 Pts.	4 Pts.	N/A	4 Pts.
	H		N/A	4 Pts.	4 Pts.	N/A	4 Pts.

2.2.5 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹⁷	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Elaborer une stratégie de communication de proximité sur l'offre de services disponible adaptée à la population migrante			X	
2. Mise en œuvre de la stratégie de communication			X	
3. Recrutement et intégration de 4 agents communautaires pour assurer le lien entre les migrants et l'EN			X	
4. Définir les besoins en termes de système d'information de l'EN pour le suivi du parcours des migrant(e)s et adaptation (benchmarking, workshop)			X	
5. Plan formation + Former les assistants sociaux sur les techniques de travail de rue (activités de proximité) auprès de la population migrante et des outils spécifiques à l'évaluation, l'orientation et le suivi des migrant(e)s (logistique des formations de formateurs et formation en ligne)			X	
6. Sensibiliser les entreprises/entrepreneurs sur l'accueil des apprentis migrants		X		
8. Signature et mise en œuvre du Subside				X
8.1 Grille d'évaluation de la vulnérabilité des bénéficiaires		X		
8.2 Manuel de procédure			X	
9. Mobilisation d'un appui technique de VDAB concernant l'O.I. 1			X	

2.2.6 Analyse des progrès réalisés

1. Avancées +- :

- **La mobilisation** de la cible migrante a été amorcée :
 - Le processus de préparation de la communication de proximité a été réalisé, la mise en concurrence a été lancée. Pour ce qui est du processus de sélection du prestataire qui sera chargé de réaliser la consultation, il a été arrêté, suite au changement survenu au niveau de la direction de l'EN.
 - Un processus de recrutement des agents communautaire (AC) a été lancé. Reste à réaliser le choix des candidats.
 - Des Tdrs pour élaborer un guide des maraudes à l'usage des AC et AS (Assistant-e-s sociaux) a été élaboré.
- **Le processus de renforcement** de capacité du personnel de l'EN (impliqué dans l'insertion économique des migrant-e-s) a été lancé :

¹⁷ A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

- En concertation avec le partenaire, un cahier de charge pour l'élaboration d'un plan de formation a été réalisé,
 - L'option au recours au Backstopping du de l'équipe appui formation a été retenue, ainsi que des prises de contact avec les personnes concernées au siège Enabel.
- **L'appui au système d'information** est amorcé : un projet de Tdrs pour l'adaptation du système d'information de l'EN est en cours d'élaboration.
 - Le processus de partenariat opérationnel avec l'EN a démarré :
 - Notamment à travers la signature d'un subside mais a été suspendu, bien que tout le dossier ait été complété. Et ceci pour des raisons propres à l'EN (difficultés d'octroi d'aides financières aux migrants à travers une entité publique).
 - Une alternative a été proposée mais pas encore validée officiellement. Il s'agit d'un recours à une ONG pour gérer les aides financières que l'EN ne peut pas réaliser directement.
 - L'EN reste un partenaire opérationnel incontournable. Un plan d'alternative a été élaboré et sera soumis au prochain COPIL pour examen.
 - Un apport d'expertise est mis en œuvre :
 - Différentes entités belges ont été identifiées et approchées : VDAB, BON,
 - Un accord spécifique a été signé avec VDAB ayant abouti en 1^{ère} phase à la réalisation d'une mission exploratoire qui a donné lieu à l'élaboration d'un rapport avec des recommandations pour un plan d'action d'appui aux partenaires du projet, notamment l'amélioration et l'adaptation des services des partenaires à destination des migrant-e-s qui sera partagé avec l'ensemble des partenaires.

2. Difficultés :

- Une nouvelle approche a été adoptée pour institutionnaliser la dimension migration au sein des services de l'EN. C'est ainsi que ce dossier a été confié au service de la coopération et du partenariat. Une nouvelle architecture est en cours de mise en place, ce qui explique le retard dans la relance des activités avec l'entité responsable de la coopération et du partenariat au niveau de l'EN.
- L'EN maintient son engagement dans le projet en souhaitant revoir certaines activités et procéder à des réajustements nécessaires pour la suite de la mise en œuvre du projet.

3. Facteurs d'influences positifs et négatifs

- Désignation prochaine d'un nouveau point focal pour assurer la continuité du projet,

2.3 Performance de l'output 2

2.3.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : L'accès des migrant(e)s et des réfugié(e)s aux dispositifs d'accompagnement à l'(auto)-emploi et au marché de l'emploi est amélioré							
Indicateurs		Valeur de la Baseline 2018	Valeur année N-1 2017	Valeur année 1 2019	Cible année 2 2020	Cible finale3 2021	Cible finale
I.OI.2.1. Nombre de migrant(e)s inscrits à l'ANAPEC dans le cadre du projet Amuddu (dans les agences pilote de Rabat et Casablanca), désagrégé par sexe.	T	368	284	30	62	112	204 (Soit 488 inscrits en tout)
	F		87	15	31	56	102
	H		197	15	31	56	102
I.OI.2.2. Nombre de migrant-e-s bénéficiant de prestations d'accompagnement à l'insertion professionnelle (à travers les agences de l'ANAPEC à Casablanca et Rabat), désagrégé par sexe.	T	7	0	88	200	200	488
	Acc.AE	7	N/A	40	80	80	200
	F			20	40	40	100
	H			20	40	40	100
	Boursier			20	40	40	100
	Acc. E	98	0	48	120	120	288
	F			24	60	60	144
H			24	60	60	144	
I.OI.2.3. Nombre de migrant(e)s bénéficiant de mesures d'appui pour l'insertion professionnelle	Total	5	0	30	150	120	300
	a) Dont financements AE	5	N/A	30	60	60	150
	F			15	30	30	75
	H			15	30	30	75
	b) Dont contrats d'insertions		0	N/A	90	60	150
	F			N/A	45	30	75
	H			N/A	45	30	75
I.OI.2.4. Mise en œuvre effective du plan de formation		20	0%	40	40	N/A	100%
I.OI.2.5. Nb d'outils créés ou adaptés à destination du public migrant	Total	0	N/A	2	2	2	6
	Auto emploi	0	N/A	1	1	1	3
	Emploi	0	N/A	1	1	1	3
I OI 2.6. % des entreprises sensibilisées ayant recruté des migrants	Nb d'entreprises sensibilisées		0	100	0	0	100
	% d'entreprise		0	20% (soit 20)	20% (soit 20 entreprises)	10% (soit 10 entreprises)	50% (soit 50)

	s ayant fait une demande de contrat aidé			entreprises sur un total de 100 sensibilisées)	sur un total de 100 sensibilisées)	sur un total de 100 sensibilisées)	entreprises sur 100 sensibilisées)
	% d'entreprises sensibilisées ayant recruté des migrant-e-s		0	0	15% (soit 15 entreprises sur un total de 100 sensibilisées)	15% (soit 15 entreprises sur un total de 100 sensibilisées)	30% (soit 30 entreprises sur 100 sensibilisées)

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹⁸	État d'avancement :			
	A	B	C	D
1. Adaptation des outils pour l'accompagnement à la recherche d'emploi et à l'entrepreneuriat aux besoins spécifiques des migrant(e)s et formation sur ces outils			X	
2. Sensibiliser les migrant(e)s sur l'accompagnement disponible au sein de l'ANAPEC pour leur insertion dans le marché de l'emploi (recherche d'emploi et entrepreneuriat)		X		
3. Le recrutement des migrant(e)s est encouragé par des mesures d'incitation		X		
4. Les initiatives de création de projets d'auto-emploi par des migrant(e)s sont financées			X	
5. Les entreprises sont sensibilisées sur l'embauche des migrant(e)s.			X	
9. Mobilisation d'un appui technique de VDAB concernant l'O.I. 2			X	

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

- Un retard a été constaté en ce qui concerne l'activité 1, eu égard à la disponibilité (recrutement tardif, mois de septembre) de l'ATN en charge de la coordination avec le partenaire. Ce qui a mené à la révision de la planification de manière à l'adapter aux actions prioritaires.
- Un travail essentiel de mobilisation des migrant-e-s est en cours de réalisation décliné comme suit en deux phases :
 1. Réalisation d'une série de rencontres avec les agences ANAPEC de la région de Casablanca – Settat pour planifier les premiers ateliers en faveur des migrants régularisés référencés par l'Entraide Nationale ou contactés directement par le centre d'appel sous-traitant de l'ANAPEC, et ainsi entamer le processus d'établissement des bases de données Amuddu. Il s'agit des agences suivantes : La Résistance, Hay Hassani, Ain Sebaa, Zelaqa, Anfa, Mohammadia, Sidi Bernoussi, Mediouna et Ben Msik. Une 2^{ème} vague de réunions est en cours de planification et concernera les agences ANAPEC de la région de Rabat.
 2. Réalisation des premiers ateliers dans le cadre du projet Amuddu en faveur des migrants intitulés « Moi et le marché de travail » dans les agences suivantes : Hay Hassani, La Résistance, Anfa, Ain Sebaa, Sidi Bernoussi
- L'ANAPEC est en attente de l'élaboration des documents nécessaires aux financements des initiatives entrepreneuriales (Entraide Nationale) pour l'intégration des migrant-e-s dans son processus d'accompagnement à l'auto-emploi.

¹⁸ A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

- La standardisation des listes des migrant-e-s régularisés peut poser éventuellement quelques contraintes opérationnelles notamment en matière de ciblage de la population potentiellement bénéficiaires.
- La phase de transition que traverse l'EN impacte le travail de coordination important avec l'ANAPEC (référencement des migrants et création de synergies locales ex. Agence Anapec --- délégation EN).
- Un des facteurs d'influence à tenir en compte est l'implication et l'engagement des directions régionales de l'ANAPEC dans la mise en œuvre des actions du résultat2, puisque c'est ce middle management qui gère les agences ciblées par l'intervention.

2.4 Performance de l'output 3¹⁹

2.4.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : L'action conjointe des structures travaillant dans le domaine de l'intégration des migrant(e)s est dynamisée et mieux coordonnée						
Indicateurs	Valeur de la Baseline 2018 (janvier 2018)	Valeur année 2017	Cible année 2019	Cible année 2020	Cible année 2021	Cible finale
I.OI.3.1. Nombre d'institutions étatiques du CP3 participant à toutes les réunions du CP3	3	6	6	6	6	6
I.OI.3.2. Disponibilité et mise en œuvre d'un plan de renforcement de capacités intégrant le genre par le Comité programme FP et Emploi.	0% : Plan de renforcement de capacité non disponible	Non, 0% du Plan de renforcement de capacités mis en œuvre	35% : Au moins 4 activités réalisées	35% : Au moins 4 activités réalisées	30% : Au moins 4 activités réalisées	Oui, 100% du Plan de renforcement de capacités mis en œuvre
I.OI.3.3. Nb d'institutions étatiques présentes aux formations organisées au profit des membres du Comité Programme FP et Emploi dans le cadre du plan de renforcement de capacités	-6 - 0	6	6	6	6	6
I.OI.3.4. Degré de satisfaction des participant(e)s quant au renforcement de leurs connaissances suite aux formations organisées au profit des membres du Comité Programme FP et Emploi, désagrégé par sexe.	0 N/A	N/A	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation
I.OI.3.5 Opérationnalisation d'un système de collecte et d'échanges de données entre les membres du CP3	25% : Elaboration des maquettes de collecte et suivi de données et expérimentation du système.	Pas de système existant	25% : Opérationnalisation et ancrage institutionnel du système.	25% : Opérationnalisation et duplication aux autres CP.	25% : Le système est ancré dans le fonctionnement du CP3. D'autres CP (au moins 1) a dupliqué le système.	100% Le système est opérationnel et dupliqué au niveau des autres CP.

¹⁹ Si le cadre logique contient plus de 3 outputs, copier-coller le chapitre 2.4 et créer le 2.6 pour l'output 4, le 2.7 pour l'output 5, etc.

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités ²⁰

État d'avancement :	A	B	C	D
1. Appuyer l'élaboration d'un plan de sensibilisation et d'information du secteur privé et accompagner sa mise en œuvre par le comité programme FP et Emploi de la SNIA,			X	
2. Elaboration et mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités des membres du comité programme FP et Emploi (rencontres avec des experts)		X		
3. Renforcer le système de suivi du comité avec les données des c'acteurs concernant l'intégration économique des migrant(e)s		X		
4. Sélectionner et financer des actions pilotes innovantes (travail avec branches sectorielles et appels à propositions)			X	
5. Capitalisation : Explorer des possibilités de collaboration avec l'Université de Meknès – ULB pour l'élaboration d'une étude d'impact du projet Amuddu		X		

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

- Les avancées majeures en termes d'activités se déclinent comme suit :

1. l'expérimentation actuel du système de suivi et de reporting mis en place par le projet permettrait à plus d'un titre d'améliorer la visibilité sur tout le processus d'intégration économique de tous les partenaires du CP3. Il faciliterait de détecter les bonnes pratiques ainsi que les défaillances de synergies entre partenaires.

2. Un plan de renforcement des compétences est établi d'une manière participative et qui répond aux besoins les plus urgents des partenaires en vue de créer une synergie progressive de travail entre les différents acteurs qui interviennent dans le processus de la formation professionnelle à l'insertion au marché de l'emploi.

- Pour ce qui est des contraintes, il est à signaler dès maintenant :

1. la difficulté de mobilisation simultanée des différents partenaires du CP3.

2. la non disponibilité d'un système d'information de certains partenaires.

- L'image positive de la coopération belge vis-à-vis des partenaires facilite les canaux de communication et de collaboration avec les partenaires.

- L'augmentation du portefeuille migration au Maroc permettrait d'optimiser certainement le partenariat et induirait une adhésion des différents partenaires.

²⁰ A : Les activités sont en avance
 B : Les activités sont dans les délais
 C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
 D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

Lors de cette quasi première année, d'emblée une attention particulière a été donnée aux questions liées à l'équité de genre, rejoignant de fait les objectifs de la stratégie Genre 2019-2023 d'Enabel. Cela a permis d'identifier les mesures à prendre en compte afin d'assurer une intégration de l'approche genre au niveau du système de suivi et évaluation (Obj 8)²¹, mais aussi au niveau de la stratégie de mise en œuvre de l'intervention (Obj 2)²².

Les réflexions autour de l'intégration du genre ont permis d'affiner la stratégie d'intervention en attirant l'attention des partenaires sur les efforts nécessaires pour favoriser la participation des femmes migrantes au projet et leur assurer le même accès que les hommes migrants aux dispositifs d'accompagnement à l'insertion professionnelle (formation et recherche d'emploi/création d'auto-emploi). La mise en place d'un système de suivi évaluation sensible au genre a de même permis de soulever les entraves limitant l'accès des femmes au marché de l'emploi, comme par exemple leur totale absence des filières de formation dites techniques, offrant pourtant de meilleures opportunités d'embauche que les filières où les femmes sont traditionnellement orientées (comme la coiffure, l'esthétique ou la cuisine, dont les débouchés restent très limités dans le secteur formel). Ces réflexions ont permis d'aboutir à l'identification de pistes de recommandations afin de mieux intégrer le genre dans la mise en œuvre et le suivi du projet.

En matière d'implémentation transversale du genre, les réflexions menées à ce sujet ont permis d'identifier la sous-représentation des femmes dans le projet comme un risque fort pouvant impacter négativement sa mise en œuvre. Les réflexions autour des solutions à mettre en place pour mitiger ce risque lors des ateliers de formation-action n'ont pas remis en question la logique d'intervention, mais ont plutôt mis l'accent sur la nécessité d'une intégration transversale du genre au sein des activités afin de garantir les mêmes opportunités aux femmes et aux hommes migrants dans le renforcement de leur employabilité. Ce travail de réflexion et d'analyse doit s'effectuer à chaque étape du projet, depuis la campagne de mobilisation, en passant par l'orientation, l'apprentissage et l'accompagnement à l'insertion professionnelle pour être sûr (i) que les femmes puissent avoir accès au marché de l'emploi dans les mêmes conditions que les hommes, et (ii) que le projet ne creuse pas plus les inégalités déjà existantes en orientant les femmes vers des filières peu qualifiées, mal rémunérées et/ou peu porteuses. Ce travail s'inscrit dans la stratégie Genre d'Enabel au niveau de son objectif 2²³ (mainstreaming du genre) et de son objectif²⁴ 6 (Sensibilisation aux stéréotypes de genre qui minent les possibilités professionnelles des femmes).

Ainsi, il a été proposé de mettre en place un outil Diagnostic Genre. Ce dernier est explicité comme suit :

²¹ La stratégie Genre 2019-2023 d'Enabel

²² *ibidem*

²³ *ibidem*

²⁴ *ibidem*

Le diagnostic Genre, un outil de performance renforçant l'efficacité du projet

Il est prouvé que les inégalités de genre constituent un obstacle aux droits humains et aux objectifs de développement durable, en ce qu'ils limitent l'accès des femmes aux ressources et entravent la pleine participation des femmes au développement économique. C'est pourquoi la prise en compte des rapports sociaux entre femmes et hommes renforce l'efficacité des actions de développement.

Pour assurer l'implémentation transversale du genre et effectuer son suivi, l'outil Diagnostic Genre permet de mesurer la performance du projet en matière de genre. Pour cela, il devrait être mis en place sur 3 temps :

1/ Après la phase de démarrage. Le diagnostic Genre permet d'apprécier si le genre a bien été pris en compte dans l'identification des besoins, dans la définition des activités et le système de suivi-évaluation, ainsi que dans toutes les dimensions mentionnées dans la stratégie Genre 2019-2023 d'Enabel. Il offre un cadre propice à la réalisation d'un travail d'analyse sur l'intégration du genre au sein de la stratégie d'intervention et des activités du projet, qui doit être mené si possible de manière collective avec les partenaires. Ainsi, il clarifie dès le début du projet les objectifs à atteindre en matière de lutte contre les inégalités femmes/hommes. De plus, il identifie les données à collecter pour pouvoir suivre les profils des bénéficiaires selon des critères précis. Enfin, il fournit des pistes d'action pour assurer l'intégration du genre de manière transversale dans le projet et ses outils de pilotage.

2/ A mi-parcours : Le diagnostic permet de faire un premier point afin de voir le genre a bien été pris en compte dans le projet et d'identifier des tendances sur les profils des personnes bénéficiaires à travers la ventilation de données par catégories qui n'apparaissent pas dans la matrice de monitoring. Il permet d'identifier les bonnes pratiques à poursuivre, voire à renforcer, mais met surtout en avant les blocages entravant la pleine participation des femmes. Il propose à ce titre des solutions et des mesures correctives à mettre en œuvre dans la 2^e moitié du projet afin d'en renforcer l'efficacité du projet.

3/ A la fin du projet : Le diagnostic Genre permet de faire le bilan des effets, résultats et impacts du projet sur les relations de genre et l'accès des femmes à l'insertion professionnelle. Il permet d'analyser le processus de changement induit par Amuddu dans les relations de genre et de capitaliser sur les leçons apprises.

La mise en œuvre de ce diagnostic est d'autant plus facilitée dans le contexte de la mise en œuvre d'Amuddu puisque le point focal Suivi & Evaluation du Programme d'appui à la gestion migratoire d'Enabel est aussi le point focal Genre. Il pourra ainsi juger de la faisabilité en interne ou en externe d'un tel outil.

Pour cette 1^{ère} phase c'est-à-dire après la phase de démarrage, l'équipe projet a concrètement intégré progressivement cette dimension de concert avec ses partenaires en élaborant un premier jet du plan d'action pour le suivi doublement :

1. Du degré d'intégration physique,
2. Et l'évolution de la dépense financière allouée à cet effet, tout au long de la mise en œuvre du projet, et ceci comme l'indique le plan d'action sommaire suivant :

A. Monitoring physique

- Matrice de suivi des indicateurs
- Matrice de suivi des risques

B. Suivi de la dépense financière :

- Budget Scan

C. Etapes prochaines

A. Illustration de quelques l'indicateurs implémentés et risque identifié :

Au niveau de l'output :
I.OI.1.3 Nombre de femmes migrant-e-s bénéficiaires orientées vers des filières techniques

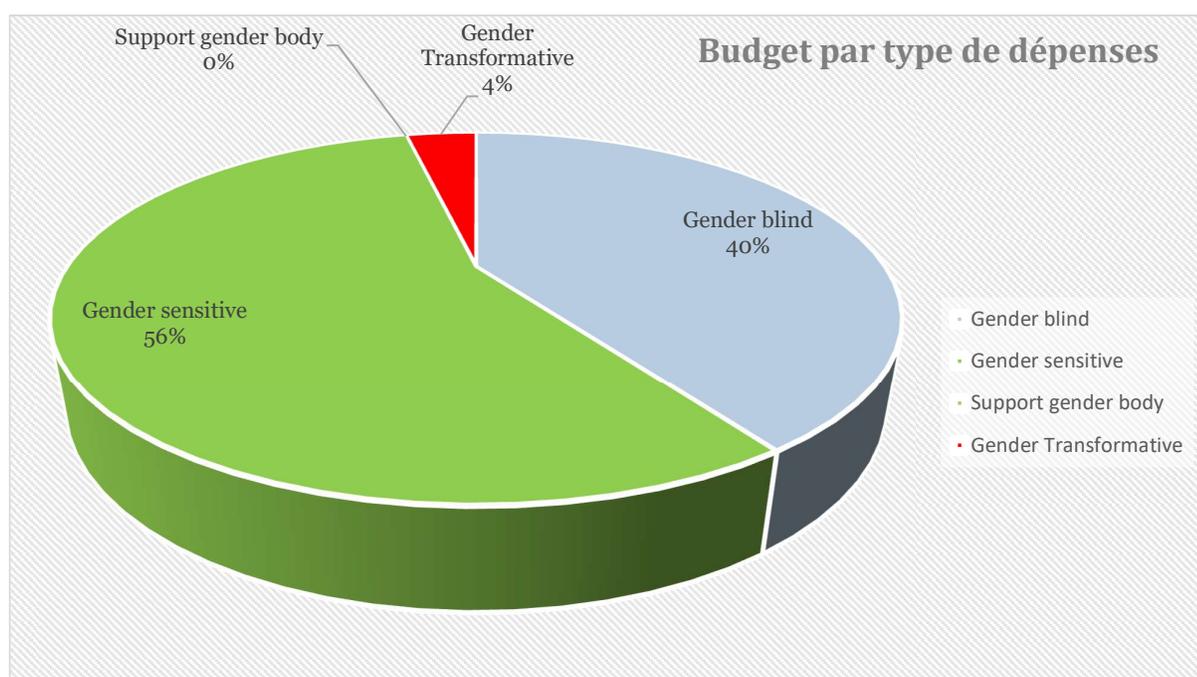
Au niveau de l'output :
I OI 3.3 : Disponibilité et mise en œuvre d'un plan de renforcement de Capacités intégrant le genre par le Comité programme FP et Emploi.
 Cet indicateur souligne les efforts effectués en vue de renforcer les compétences des membres du CP3. Il mentionne l'intégration du genre dans toutes les activités du plan de formation afin que les bénéficiaires de cette activité soient sensibilisés à l'importance de prendre en compte les inégalités entre femmes et hommes dans leurs actions. Il répond ainsi aux leçons tirées de la première stratégie Genre d'Enabel, qui stipulent qu'il est nécessaire de parvenir à « un engagement et des efforts soutenus de la part des acteurs clés. ».

#Genre

Inégalités d'accès entre femmes et hommes bénéficiaires aux prestations proposées.	Formulation	OPS	Medium Risk	S'assurer que le programme intègre bien le genre dans sa formulation	Enabel	Durée projet	Le genre est intégré au programme et est mentionné dans le DTF comme une thématique transversale prioritaire.
				Intégrer le genre dans le système de suivi-évaluation et les temps de suivi (formulation, mise en œuvre, évaluation, capitalisation)			Les TDR de la mission baseline mentionne clairement comme résultats la réalisation d'une analyse genre et l'intégration du genre dans le SSE.
				Prendre des mesures correctives pour s'assurer de la pleine participation des femmes			Des mesures sont prévues pour favoriser la participation des femmes.
				Fixer de hauts objectifs de participation des femmes au projet afin d'inciter les parties prenantes à redoubler d'efforts			
				Former les partenaires du programme au genre			La mission baseline intègre une petite partie sur la formation au genre.
				S'assurer que l'orientation des femmes bénéficiaires dans les filières d'apprentissage concerne aussi les filières techniques plus porteuses en terme d'employabilité			Mentionné dans l'analyse genre de la baseline
				Réaliser un diagnostic genre du projet à même d'analyser la performance de l'intervention en matière d'intégration du genre (analyse, suivi selon critères plus affinés, pistes de recommandations et identification des bonnes pratiques)			A valider.

B. Budget SCAN :

Catégories de dépenses	Budget par type de dépenses	% du budget
Gender blind	1.862.500	40
Gender sensitive	2.576.800	56
Support gender body	0	0
Gender Transformative	160.700	3
Total	4.600.000	100



C. Etapes prochaines proposées pour implémenter davantage l'Indicateur Transversal Genre : ITG

Afin de mesurer la performance du projet en matière d'intégration du genre, la seule désagrégation des données par sexe ne suffit pas. En effet, si la ventilation H/F permet d'identifier des différences au niveau de ces deux publics, ce procédé simple ne permet pas d'analyser en quoi le projet influe sur les relations de genre ou en quoi il perpétue ou lutte contre les inégalités.

En outre, le public ciblé par Amuddu est en grande partie vulnérable, mais des sous-catégories de bénéficiaires n'ont pu être intégrées dans la matrice de monitoring en raison de la difficulté à définir des objectifs en termes d'accueil de ces populations (on pense ici aux mères célibataires, victimes de violences sexuelles, mineurs non accompagnés, etc.).

Le diagnostic genre permet de combler ces lacunes d'information en réalisant un suivi (i) de l'intégration du genre dans le projet et (ii) des données ventilées par sous-catégories. Il offre en outre un support pour émettre des recommandations sur la prise en compte du genre, en ligne avec les 8 objectifs de la stratégie Genre d'Enabel 2019-2023.

Ainsi, cet outil de mesure sous-entend la réalisation d'une « veille » genre dans le projet tout au long de sa mise en œuvre et permet d'initier des mesures correctives pour assurer une pleine prise en compte des relations de genre dans les activités et la stratégie d'intervention.

La budgétisation de ce diagnostic Genre peut être adaptée selon 3 scénarios différents, qu'il conviendra de sélectionner en phase de démarrage du projet en étudiant les avantages et les contraintes de chacune. Il est à rappeler que la stratégie Genre mentionne clairement que « la nouvelle stratégie Genre n'a de chances d'aboutir que si sont libérés les moyens nécessaires ». Ces derniers sont déclinés ci-dessous par ordre croissant de coût.

Le projet présente l'opportunité d'avoir la même personne revêtant la fonction de point focal M&E et Genre. La réalisation du diagnostic et de ses analyses peut donc être endossée par cette personne. En utilisant les ressources humaines internes au projet, on limite de fait les dépenses, on optimise les coûts et on s'inscrit dans la ligne d'action 4.1 qui est « la poursuite du renforcement des compétences du personnel » en matière de Genre. Cependant, cela implique que l'évaluation de la prise en compte du genre dans le projet soit réalisée, sans prendre en compte de point de vue externe, ce qui peut déboucher sur une certaine partialité ou une absence d'objectivité.

Le siège d'Enabel dispose d'une expertise Genre interne, formée et possédant une vision globale des interventions à l'échelle mondiale. Cette expertise interne, mais disposant d'une certaine objectivité, peut venir appuyer les efforts entrepris par l'équipe projet. Il convient de budgétiser cet appui, mais seulement sur les frais liés aux déplacements, ce qui limite les coûts. Cependant, l'expertise du siège d'Enabel peut peut-être ne pas maîtriser tous les enjeux et les éléments de contexte propre au terrain d'intervention, le Maroc.

La dernière solution propose de faire appel à une expertise externe et locale, qui saura remettre le projet dans son environnement et pourra identifier les synergies, bonnes pratiques et obstacles liés à la prise en compte du genre. Cette option s'inscrit dans la ligne d'action 4.3 de la stratégie Genre qui préconise « l'identification, l'appui et le recours à l'expertise locale ». Cependant, ce type d'intervention nécessite une budgétisation conséquente, prenant en charge les honoraires et les frais de mission d'un-e consultant-e ou d'un bureau d'étude.

Il est à noter que ces trois options peuvent s'articuler ou se compléter entre elles selon le processus envisagé. Par exemple, le point focal Genre du projet peut se faire appuyer par les expert-e-s Genre du siège, ou travailler en collaboration avec une ressource externe.

3.2 Autre : Formation Professionnelle (FP) levier d'intégration socio-économique des migrant.e.s

Mettre recommandations sur vecteurs d'intégration.

Considérant la FP un levier de développement économique et un pont d'intégration sociale pour la cible migrante, le programme représentant Enabel a participé aux travaux du 1er Forum sur la Formation Professionnelle, organisé à Dakhla les 21 et 22 décembre 2018, sous le thème « Gouvernance des systèmes de formation professionnelle au service de l'employabilité et de la compétitivité en Afrique ».

4 Gestion des risques

Identification des risques				Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque		Probabilité	Impact potentiel	Total
Manque de coordination des PTF et des institutions, concurrence entre les interventions et risque de surcharge du MCMREAM	19/03/2018			Moyen	Moyen	Moyen
Traitement des risques				Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression		Statut	
Dédier des ressources humaines, notamment les ATN qui seront affectés aux bureaux des partenaires (EN, ANAPEC et MCMREAM), et financières à cet effort d'harmonisation.	POLANCO PORRAS Ana	N/A	L'ATN Migration et assistance sociale est déjà installé au sein de l'EN. L'ATN Migration et intégration économique est en cours de recrutement. L'ATN Migration et coordination est toujours installé aux bureaux du Programme Migration Enabel, mais il maintient un contact périodique avec le MCMREAM.		En cours	
Participer et dynamiser les plateformes de coordination formelles (groupes thématiques, etc), y compris les nombreuses initiatives de coordination informelle qui existent	ARROUD Hicham	N/A	Réunions régulières tenues avec MCMREAM, et élaboration d'une matrice de suivi et de coordination concernant l'EN.		En cours	
Intégrer l'expert qui va être recruté par le MCMREAM (et financé par la Belgique) pour assurer la coordination des bailleurs dans l'équipe d'intervention Amuddu / MBI	SKIM M. Decquiec	N/A	Cet expert n'a pas encore été recruté. Cependant, l'équipe est en train d'établir une collaboration effective et continue avec le MCMREAM		En cours	
Poursuivre l'important travail de cartographie des interventions en cours de la formulation	N/A	N/A	Participation à des échanges avec d'autres PTF (DUE, Expertise France, etc.)		préciser	

Communiquer et diffuser le contenu des interventions de la Belgique auprès des PTFs	N/A	N/A	Réalisé de manière continue dans le cadre des échanges avec les autres PTFs	En cours			
Impliquer AMBABEL dans ces efforts d'harmonisation	N/A	N/A		En cours			
Assurer une communication transparente sur le projet et sa mise en œuvre auprès des autres acteurs de la migration	N/A	N/A	Présentation de la mission Baseline, à poursuivre au long du projet	En cours			
Identification des risques				Analyse des risques			
Description du risque			Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Mobilisation et réactivité des partenaires aux sollicitations du projet.			19/03/2018		Moyen	Moyen	Moyen
Traitement des risques				Suivi des risques			
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression			Statut	
Poursuivre la collaboration partenariale, où le personnel du MCMREAM a été impliqué tout au long du processus, contribuant à son appropriation du projet.	POLANCO PORRAS Ana	N/A	Implication effective du MCMREAM dans toutes les réunions de planification, suivi et de concertation			En cours	
Assurer la présence de l'équipe du projet au sein du MCMREAM, de l'EN et de l'ANAPEC pour construire un partenariat fort.	SKIM M. Ahmed	N/A	Installation d'un seul ATN à l'EN a permis un rapprochement entre Amuddu et les autres projets impliquant l'EN, maintien des mécanismes de coordination entre l'ATN Mig et Coord et le MCMREAM			En cours	
Désigner une personne suppléante afin de pouvoir assurer une continuité des actions en ce qui concerne les fonctions de responsables du changement.	N/A	N/A	Les points focaux et responsables de changement de l'EN et le MCMREAM ont été désignés.			Accompli	
Impliquer les partenaires opérationnels à travers des conventions de subsides.	POLANCO PORRAS Ana	17/09/2018	Le dossier complet pour l'EN a été envoyé pour validation officielle au siège d'Enabel. Celui du subside à l'ANAPEC sera également envoyé incessamment.			En cours	

Provoquer des réunions ad hoc avec les partenaires.	N/A	N/A	Plusieurs réunions avec les partenaires ont été tenues.	En cours
S'assurer que chaque partenaire veille à ce que ses agents soient sensibilisés à la question migratoire et enclins à recevoir un public migrant	N/A	N/A	Partenaires sensibilisés lors de la mission Baseline, et des ateliers Anapec sur Rabat et Casa	En cours

Identification des risques				Analyse des risques	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Lenteurs liées à l'utilisation de modalités d'exécution non maîtrisées par les partenaires	19/03/2018		Faible	Moyen	Moyen
Traitement des risques			Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut	
Renforcer les équipes d'interventions par la présence d'un/e responsable administratif et financier (prévu dans l'Unité de Programme).	N/A	N/A	Réalisé.	Accompli	
Utiliser l'expertise et l'expérience de l'équipe du bureau Enabel.	N/A	N/A	En cours.	En cours	
Organiser des séances de formation pour l'équipe du projet, ainsi que pour le personnel des institutions partenaires bénéficiant de ces conventions de subsides dès le début de l'intervention.	BIJA Khadija	23/09/2018	En cours.	En cours	
Utiliser un mix de modalités d'exécution appropriées afin de faciliter l'exécution	N/A	N/A	Adoption de nouveaux outils élaborés	En cours	

Identification des risques				Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	
Indisponibilité de bureaux au sein du MCMREAM pour l'unité de programme	19/03/2018		Faible	Faible	Faible	
Traitement des risques				Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression		Statut	
Installer la responsable du programme au sein du ministère et louer un bureau pour l'équipe de support.	N/A	16/09/2018	Equipe migration installé dans des bureaux externes au MCMREAM dans l'attente de la disponibilité d'un bureau pour installer l'ATN Migration et Coordination chez le ministère.		En cours	
Prévoir cette éventualité dans la budgétisation de l'intervention.	POLANCO PORRAS Ana	16/09/2018	C'est fait.		Accompli	
Optimiser l'appui de l'assistant technique en charge de la coordination de l'aide / ATN Coordination (Amuddu) au sein du ministère.	POLANCO PORRAS Ana	16/03/2022	Des réunions de coordination et de mise au point régulières sont organisées au sein du ministère.		En cours	
Formaliser des espaces de dialogue régulier entre l'équipe du programme et le ministère	N/A	N/A			En cours	

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Dégradation du contexte économique au Maroc	19/03/2018		Faible	Faible	Faible

Traitement des risques				Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut	
Travailler sur l' employabilité et définir des actions concernant la création d'activités économiques.	N/A	N/A	En cours	En cours	
Utiliser les études réalisées sur les secteurs porteurs et les débouchés existants afin d'orienter au mieux les migrant(e)s dans leur intégration économique.	N/A	N/A	En cours	En cours	
Orienter les bénéficiaires vers des filières d'apprentissage de métiers recherchés.	N/A	N/A	A mettre en œuvre.	Prévu	

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Existence de discriminations à l'emploi	19/03/2018		Moyen	Haute	Haute

Traitement des risques				Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut	
Prévoir un axe de travail dédié à la sensibilisation du secteur privé.	N/A	N/A	C'est fait.	Accompli	
Prévoir des actions pour renforcer les initiatives d'auto-emploi des migrant(e)s.	N/A	N/A	Accompli.	Accompli	
Réaliser des actions de sensibilisation du secteur privé.	ARROUD Hicham	01/10/2018	Tdrs en cours d'élaboration.	En cours	
Réaliser des actions pour renforcer les initiatives d'auto-emploi des migrant(e)s.	N/A	N/A	En cours	En cours	

Identification des risques				Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	
Turnover des fonctionnaires du MCMREAM			Faible			
Traitement des risques				Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut		
Utiliser les ATN pour servir de relais au sein des institutions dans lesquelles ils sont placés afin d'assurer une continuité de l'approche et de la mise en œuvre.	N/A	N/A	En cours.	En cours		
S'assurer que les formations fassent l'objet d'un livret afin d'être dupliquées au profit des nouveaux arrivés Forcer le comité CP3	N/A	N/A		En cours		

Identification des risques				Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	
Difficulté de mobiliser les migrant(e)s, notamment les femmes avec enfants à charge, dans la durée de l'intervention	19/03/2018		Moyen	Haute	Haut	
Traitement des risques			Suivi des risques			
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression		Statut	
Formation du Personnel de l'EN sur l'accueil	MAKHON Said	29/08/2018	Les Tdrs de la stratégie de communication sont élaborés, et en cours de validation par les partenaires.		En cours	
Prévoir des allocations pour les migrant(e)s inscrit(e)s aux programmes développés dans le cadre du projet les permettant d'avoir un moyen de subsistance.	POLANCO PORRAS Ana	N/A	C'est fait.		Accompli	
Prévoir des mesures spécifiques pour les femmes pour répondre à leurs besoins spécifiques.	N/A	26/03/2018	Le choix de l'EN comme partenaire opérationnel répond à ce souci (disponibilité de garderie d'enfants au sein de quelques		Accompli	

centres de l'EN)

Lors des entretiens d'accueil et d'inscription des migrant(e)s aux différents programmes du projet, une attention particulière sera accordée à identifier le degré de motivation des migrant(e)s à y participer.	N/A	N/A	En cours (critères intégrés dans la grille de sélection)	En cours
Orientation vers des structures partenaires afin d'assurer des services complémentaires (ex : référencement à des associations s'occupant de la santé des migrant-e-s).	N/A	16/03/2022		En cours
Communiquer largement sur les activités du projet, notamment auprès des associations de migrant-e-s ou des associations travaillant avec le public migrant.	N/A	16/03/2022	Un plan de communication de proximité est en cours d'élaboration.	En cours
Clarifier les rôles des différentes institutions et le contenu des prestations afin de ne pas susciter d'attentes qui ne seraient pas comblées. (cf synergie projet empowerment juridique)	N/A	N/A		Prévu
Renforcer la connaissance de leurs droits et devoirs en tant que migrant-e-s, notamment via une synergie avec le projet Empowerment juridique	N/A	N/A		Prévu

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Nombre de migrant(e)s régularisé(e)s limité	19/03/2018		Moyen	Moyen	Moyen
Traitement des risques		Suivi des risques			
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression		Statut
Le projet s'alignera sur l'approche de chaque partenaire opérationnel en ce qui concerne la cible des activités.	POLANCO PORRAS Ana	01/10/2021	la cible sont les personnes migrantes régularisées ou en voie de régularisation, ainsi que les personnes réfugiées.		En cours
Le projet ciblera aussi bien les migrants régularisés que ceux en cours de régularisation	N/A	N/A	Durée de projet.		En cours
L'amélioration des services, ainsi que les outils qui seront développés dans le cadre du projet pourront être bénéfiques également pour la population marocaine, les MRE etc.	N/A	N/A			En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Difficultés liées à la thématique (volatilité et mobilité des publics, médiatisation internationale, etc.)	19/03/2018		Moyen	Faible	Moyen
Traitement des risques				Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut	
Renforcer l'équipe d'intervention par des agents communautaires issus des publics cibles. Ils faciliteront le contact avec la population cible et aideront à surmonter certaines difficultés liées à l'identification, la localisation et la méfiance de la population cible vis-à-vis les services publics, parmi d'autres.	MAKHON Said	30/11/2018	En cours de recrutement	En cours	
Mettre en place des critères de choix et des aides financières	N/A	01/10/2021	En cours	En cours	
Utiliser les ressources de communication prévue dans l'intervention.	N/A	N/A	Durée de projet	En cours	
Renforcer la contractualisation vis-à-vis des partenaires et des bénéficiaires.	N/A	N/A		En cours	

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Taux de change	19/03/2018		Moyen	Moyen	Moyen
Traitement des risques			Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut	
Prévoir des clauses contractuelles	N/A	N/A	Fait	Accompli	

Identification des risques			Analyse des risques			
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	
Risque de gestion financière	19/03/2018		Moyen	Moyen	Moyen	
Traitement des risques				Suivi des risques		
Action(s)			Resp.	Echéance	Progression	Statut
Prévoir des ressources humaines spécialisées en gestion financière, suffisantes dans l'équipe.			N/A	N/A	Réalisé	Accompli
Intégrer dans le budget des ressources pour effectuer des backstoppings afin d'encadrer le staff			N/A	N/A	Réalisé	Accompli
Procédures et règles standard de gestion en régie			N/A	N/A	Réalisé.	Accompli

Identification des risques			Analyse des risques			
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	
Les fonds des subsides ne sont pas utilisés pour l'objectif visé	19/03/2018		Faible	Haute	Moyen	
Traitement des risques				Suivi des risques		
Action(s)			Resp.	Echéance	Progression	Statut
Prévoir des audits internes et externes afin de vérifier la bonne utilisation des fonds.			N/A	N/A	Réalisé	Accompli
Engager un(e) Responsable en Subsides et Marchés Publics afin d'accompagner les différents opérateurs de mise en œuvre.			N/A	N/A	Réalisé.	Accompli

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Retard dans l'adoption des projets de loi concernant l'asile et la refonte de la loi 02-03	19/03/2018		Faible	Faible	Faible
Traitement des risques			Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut	
Choix du contenu de l'intervention et de ses actions afin de prendre en compte ce risque dès l'identification.	N/A	N/A	Pris en compte.	Accompli	

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Inégalités d'accès entre femmes et hommes bénéficiaires aux prestations proposées.	19/10/2018		Moyen	Moyen	Moyen
Traitement des risques			Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression		Statut
S'assurer que le programme intègre bien le genre dans sa formulation	N/A	N/A	Le genre est intégré au programme et est mentionné dans le DTF comme une thématique transversale prioritaire.		Accompli
Intégrer le genre dans le système de suivi-évaluation et les temps de suivi (formulation, mise en œuvre, évaluation, capitalisation)	SAHLI Saïd	16/03/2022	Les TDR de la mission Baseline mentionne clairement comme résultats la réalisation d'une analyse genre et l'intégration du genre dans le SSE. L'outil budget scan est en cours d'implémentation.		En cours
Prendre des mesures correctives pour s'assurer de la pleine participation des femmes	N/A	N/A	Des mesures sont prévues pour favoriser la participation des femmes.		Accompli
Fixer de hauts objectifs de participation des femmes au projet afin d'inciter les parties prenantes à redoubler d'efforts	N/A	N/A	Un taux de déségrégation 50/50 pour assurer le suivi de l'égalité parité homme - femme est mis en place		Accompli
Former les partenaires du programme au genre	SAHLI	N/A	Lors de la mission Baseline intègre une formation		En cours

	Saïd		sur le genre a été réalisée au profit de l'équipe programme et des points focaux.	
S'assurer que l'orientation des femmes bénéficiaires dans les filières d'apprentissage concerne aussi les filières techniques plus porteuses en terme d'employabilité	SAHLI Saïd	N/A	Mentionné dans l'analyse genre de la Baseline : des indicateurs aussi bien quantitatif que qualitatif ont été intégré à la matrice MSE.	Accompli
Réaliser un diagnostic genre du projet à même d'analyser la performance de l'intervention en matière d'intégration du genre (analyse, suivi selon critères plus affinés, pistes de recommandations et identification des bonnes pratiques)	SAHLI Saïd	N/A	Dans le pipeline de validation.	Prévu

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Crispations sociales en raison des prestations accordées aux populations migrantes par rapport aux nationaux	16/03/2018		Haute	Moyen	Haute
Traitement des risques			Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut	
Réaliser un travail de sensibilisation auprès de la population.		N/A	N/A		En cours
S'assurer que les activités puissent aussi bénéficier et intégrer la population marocaine.		N/A	N/A		En cours
Favoriser l'interconnaissance entre apprentis migrants et nationaux dans les centres de l'EN à travers des temps d'échanges et de rencontres.		N/A	N/A		En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Problèmes de la langue et de la compréhension commune qui réduisent l'utilisation des prestations par les migrant-e-s et leur efficacité	16/03/2018		Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Le projet veillera à ce que les langues utilisées soient adaptées aux publics cibles.	N/A	N/A	Une activité de l'EN prévoit d'accompagner les bénéficiaires à maîtriser les bases du darija.	En cours
Les outils créés ou améliorés dans le cadre du projet pourront être déclinés en plusieurs langues.	N/A	N/A	Les Tdrs des consultations relatives à l'adaptation des outils, et à la communication de proximité tiennent compte de ce paramètre linguistique et de genre spécifique.	Prévu
Les activités du projet peuvent s'appuyer sur les travailleurs communautaires qui maîtrisent les langues maternelles des bénéficiaires.	N/A	N/A	Idem que l'action précédente.	Prévu

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Absence de durabilité du projet.	19/10/2018		Moyen	Moyen	Moyen

Traitement des risques			Suivi des risques	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Renforcer et outiller les points focaux des partenaires pour favoriser la continuité du projet.	N/A	N/A	Formations réaliser dans le cadre de la mission Baseline et prévues dans le cadre du Résultats 1, 2 et 3 du projet.	En cours
Institutionnaliser quand possible les mécanismes et procédures élaborés ou renforcés dans le cadre du projet au sein des structures partenaires.	N/A	N/A	Des manuels de procédures sont en cours d'élaboration, des conventions en cours de signature etc.	En cours
Capitaliser les bonnes pratiques et modéliser les stratégies d'intervention afin de favoriser la duplication du projet ou des activités.	SAHLI Saïd	16/03/2022	Un processus de capitalisation est lancé par la capture des bonnes pratiques : référencement EN-Anapec, CP3, Processus de finalisation Baseline etc.	En cours

Identification des risques			Analyse des risques		
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total
Difficultés de mise en place de partenariats avec les associations et les autres opérateurs.	16/03/2018		Moyen	Moyen	Moyen
Traitement des risques			Suivi des risques		
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression		Statut
Sensibiliser les partenaires démontrant les capacités nécessaires et une motivation sur le sujet de l'employabilité des migrant-e-s puis prévoir des actions communes à mettre en place (Win-Win)	N/A	N/A	Choix des partenaires opérationnels EN et ANAPEC		En cours
Intervenir via le comité programme FP et Emploi du suivi de la SNIA, permettront d'identifier de manière conjointe des pistes d'amélioration de la coordination	N/A	N/A	Enabel, à travers son projet Amuddu, participe activement dans le CP 3 et le CP 4 de la SNIA		En cours
Mettre en œuvre des activités de renforcement de capacités individuelles ou structurelles	N/A	N/A	Les associations partenaires n'ont pas encore été identifiées.		Prévu

5 Pilotage et apprentissage

5.1 Réorientations stratégiques

Pour l'année suivante, concernant plus particulièrement le subside prévu pour réaliser le résultat 1, il est proposé de lancer un appel à manifestation pour identifier une ONG qui serait chargée d'exécuter l'octroi de financements liés aux aides et subventions soit de soutien aux migrant-e-s aux formations et au financement d'auto-emploi.

5.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
<i>Description des recommandations</i>	<i>L'acteur responsable de la (dés)approbation de la recommandation</i>	<i>p. ex., Q1, Q2, Q3 ou Q4 de l'année N+1</i>
Etudier la possibilité de déléguer la gestion des aides financières aux migrants à une ONG.	Programme	Q1 2019
Assurer la coordination avec les autres PTF lors de l'élaboration du plan de sensibilisation du secteur privé	MDCMREAM	Q1-Q4
Prévoir de séances d'information des associations partenaires du MCMREAM pour faire connaître les services offerts par l'EN et l'ANAPEC et augmenter le flux des migrant(e)s vers ces services publics	Programme	Q1
Veiller à l'harmonisation des efforts en communication des tous les projets Migration, y inclus Amuddu	MDCMREAM/Programme	Q1-Q4
Renforcer le partage d'information concernant les actions prévues dans les différents résultats entre les partenaires du projet	Projet	Q1-Q4
Renforcer le système de collecte et de suivi du CP3		
Nécessiter de prévoir des mesures qui vont permettre la déclinaison au niveau régional du CP3		

Prévoir des actions de renforcement de capacité		
---	--	--

5.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<i>Description de l'enseignement tiré.</i>	Le public potentiellement intéressé par l'enseignement tiré. (intervention, Représentation, département du siège d'Enabel, département du partenaire...).
Importance de lancer le travail de Baseline sur la base d'un travail interne de l'unité de gestion du projet avec les partenaires avant de lancer le processus avec un appui externe.	
Importance d'assurer l'implication active de tous les partenaires du projet lors de l'élaboration de la Baseline.	
Impact du suivi de proximité vis-à-vis les agences de l'ANAPEC permettant une meilleure connaissance et compréhension du projet Amuddu. Il serait intéressant de généraliser cette approche en ce qui concerne les centres de l'Entraide Nationale.	
Besoin d'établir un système de validation des éléments de communication du projet de manière générale.	
Implication active des ministères de tutelles dans la validation des procédures financières (convention de subside, manuel de procédures, etc.)	

6 Annexes

6.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	A	B	C	D
X				
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?				
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.		
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.		
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.		
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?				
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).		
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.		
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.		
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.		

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?	
X	A Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
	B La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	C La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?	
	A Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
	B La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
C	C Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?	
	A Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
B	B Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
			X	
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				

	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
X	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C, pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		

4.1 Durabilité financière/économique ?

	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.

4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?

	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?	
A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

6.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Décision à prendre				
Décision à prendre	Période d'identification		Timing	Source
Élargir la représentativité des membres du COPIL en invitant au prochain COPIL : * Les représentants du Ministère de l'Intérieur (MI) et des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale (MAECI). * Des experts du milieu académique œuvrant dans le domaine de la migration, partenaires du MCMREAM	18/06/2018			Comité de pilotage
Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Modifier le ROI	EL BADRI Rkia	29/06/2018	Réalisé	Accompli
Diffuser le PV du Copil n°1	OUCHANI Mme Saloua	29/06/2018	PV diffusé.	Accompli
Inviter les représentants du MI + MAECI	DEQUIUEC	28/12/2018		Prévu
Décision à prendre				
Décision à prendre		Période d'identification	Timing	Source
Nommer officiellement les responsables de changement du MCMREAM et les points focaux des partenaires des deux interventions : a. Responsable du changement du Programme Migration (MCMREAM) b. Responsable du changement du projet Amuddu (MCMREAM) c. Responsable du changement du projet MBI (MCMREAM) d. Points focaux de l'EN, I		18/06/2018		Comité de pilotage
Action			Suivi	
Action(s)	Resp.	Echéance	Progression	Statut
Envoyer une lettre officielle demandant la nomination	N/A	18/06/2018	Réalisé	Accompli

Nommer responsables du changement du MCMREAM et les points focaux des partenaires	DEQUIUEC	29/06/2018	Reste ANAPEC.	Accompli
---	----------	------------	---------------	----------

Décision à prendre					
Décision à prendre		Période d'identification		Timing	Source
Définir la situation de référence pour bien établir la ligne de base (quels sont les centres de formation de l'Entraide Nationale et les agences de l'ANAPEC qui feront partie du projet Amuddu afin de bien identifier l'impact de cette intervention)		18/06/2018			Comité de pilotage
Action	Resp.	Echéance	Suivi		
Action(s)			Progression	Statut	
Elaborer un plan de travail de la Baseline	SAHLI Saïd	19/06/2018	Réalisé.	Accompli	
Elaborer une première proposition du Rapport de Baseline	SAHLI Saïd	29/06/2018	Réalisé	Accompli	
Élaborer TDR pour un appui complémentaire	SAHLI Saïd	29/06/2018	Réalisé	Accompli	
Lancer et exécuter la consultation.	SAHLI Saïd	16/10/2018	Marché de service relatif à la réalisation de l'étude de Baseline lancé, et attribué. Ordre de service le 1/10/2018.	En cours	
* Solliciter l'EN pour indiquer les valeurs de départ concernant les indicateurs prévus (entre autres, nombre de personnes migrantes inscrites en 2017)	MAKHON Saïd	29/06/2018	Email de demande envoyé par Enabel. Données avec les valeurs de départ envoyées par l'EN (juin 2018).	En cours	
Solliciter l'ANAPEC pour l'identification des agences qui seront impliquées dans le projet, ainsi que les valeurs de départ des indicateurs prévus.	N/A	28/09/2018	En cours	En cours	
Décision à prendre					
Décision à prendre		Période d'identification		Timing	Source
Préparer et lancer la stratégie de communication du Programme		18/06/2018			Comité de

Migration (AMUDDU et MBI) de concert avec le MCMREAM

pilotage

Action	Resp.	Echéance	Suivi	Statut
Action(s)			Progression	
Élaborer les TDRS et lancer la consultation	SAHLI Saïd	31/10/2018	Tdrs élaborés en cours de validation et publication	En cours
Elaborer des outils et supports de communication	SAHLI Saïd	28/12/2018	Des supports de communication dédiés à la visibilité du Prog. Migration ont été élaborés (brochures, roll-up, vidéo (MBI), des articles publiés sur open.Enabel)	En cours

6.3 Cadre logique mis à jour

Inclure le cadre logique mis à jour s'il a connu de profonds changements au cours des 12 derniers mois ou si le présent Rapport des résultats propose un nouveau cadre logique mis à jour. Par changements importants, il faut comprendre : des changements intervenus dans la formulation de résultats, de nouveaux indicateurs, des indicateurs adaptés ou supprimés.

I.OS. 2	Pourcentage de migrant(e)s formés au sein de l'EN qui n'ont pas été insérés suite à leur formation et ont bénéficié des dispositifs d'accompagnement à l'insertion de l'ANAPEC (recherche d'emploi et d'auto-emploi), désagrégé par sexe.	Total	0	25% (de 150 ayant finalisés l'apprentissage - cf I.OS.1.5)		25%	25%	25%	25%	Système de référence ment	Tous les 6 mois	M24-M48 (Suivi possible 1 an après la fin du projet)	Points focaux ANAPEC, EN, MDCMR EAM ATN M&S et ATN Migration et intégration économique déployé auprès de l'ANAPEC (ci nommé après ATN M&IE)	ATN M&E	Le système de référence ment à construire avant la fin de la 2e année.	
		En nb		38		5	8	12	13							
		Dont % Femmes			50%			50%	50%							50%
		Dont % Hommes			50%			50%	50%							50%
		Dont public vulnérable														
I.OS. 3	Pourcentage de migrant(e)s accompagnés par l'ANAPEC qui s'insèrent dans le marché de l'emploi salarié, désagrégé par sexe.	Total	N/A	52% (de 288 personnes -cf I.OS 2.2 b)			31% (de 288 personnes - cf I.OS 2.1)	22% (de 288 personnes -cf I.OS 2.1)		Statistiques de l'ANAPEC Système de suivi à mettre en place en 1ere année (centre d'appel + travailleurs communautaires)	Tous les 6 mois	M12-M48	Point focal ANAPEC + ATN M&IE L'ATN M&IE est responsable de la remontée des données à l'ATN S&E	ATN M&E	Un coût supplémentaire doit être prévu concernant le recours à un centre d'appel pour effectuer le suivi. Il peut s'évaluer autour de 3000 MAD (20MAD/	
		En nb	21	150			90	60								
		Dont % Femmes			50%			50%	50%							
		Dont % Hommes			50%			50%	50%							

	économique, désagrégé par sexe.												remonté des données à l'ATN S&E		
I.OI. 1.2	Nombre de migrant(e)s inscrits aux programmes de formation professionnelle dans les centres ciblés par le projet, désagrégé par sexe.	Total	52	250	50	60	70	70		Rapport de l'Entraide Nationale. Base de données de l'EN	Tous les 6 mois (Mars et septembre chaque année)	M1-M48	Point focal EN+ATN M&AS ATN M&E L'ATN M&AS est responsable de la remonté e des données à l'ATN S&E	ATN M&E	Les valeurs de base et les valeurs cibles concernent les CFA du projet.
		Dont % Femmes	29	50%	50%	50%	50%	50%							
		Dont % Hommes	23	50%	50%	50%	50%	50%							
		Dont public vulnérable													
		Dont boursiers		150	30	40	50	30							
		Dont %boursiers Femmes		50%	50%	50%	50%	50%							
		Dont % boursiers Hommes		50%	50%	50%	50%	50%							
I.OI. 1.3	Nombre de femmes migrant-e-s bénéficiaires orientées vers des filières techniques	Total	0						Rapport de l'Entraide Nationale. Base de données de l'EN	2/an	M1-M48	Point focal EN+ATN M&AS ATN M&E L'ATN M&AS est responsable de la remonté e des	ATN M&E	Indicateur permettant d'apprécier les efforts de la prise en compte du genre dans les activités	
		Dont femmes vulnérables	0												

													données à l'ATN S&E		
I.OS. 1.4	Nombre de migrant(e)s accueillis à l'EN et référé à l'ANAPEC (recherche d'emploi et d'auto-emploi), désagrégé par sexe	Total	0	150	50	40	30	30		Système de référence Rapport de l'EN/ANAP EC, BDD du projet	Tous les 6 mois	M1-M48	Points focaux ANAPE C, EN, MDCMR EAM, ATN M&AS	ATN M&E	Cet indicateur renseigne les personnes accueillies à l'EN dans le cadre du projet mais qui ne ont pas inscrits dans les formations et qui sont donc référés à l'ANAPEC.
		Dont % Femmes		50%	50%	50%	50%	50%							
		Dont% Hommes		50%	50%	50%	50%	50%							
		Dont public vulnérable													
I.OI. 1.5	Pourcentage de migrant(e)s qui finalisent avec succès un programme de formation professionnelle, désagrégé par sexe.	Total	N/A	Au total, 60% de 250 inscrits sur la durée du projet)		50% (de 50 personnes inscrites en année 1 - cf.OI1.2)	50% (de 60 personnes inscrites en année 2 - cf.OI1.2)	64% (de 70 personnes inscrites en année 3 - cf.OI1.2)	60% (de 70 personnes inscrites en année 3 - cf.OI1.2)	Rapport de l'Entraide Nationale. Statistiques de l'EN. Base de données du projet Copie des certificats.	Tous les 12 mois (Décembre)	M12-M48	Point focal EN+ATN M&AS ATN M&E L'ATN M&AS est responsable de la remontée des données	ATN M&E	*La valeur de base en % n'est pas disponible. Néanmoins, selon l'EN, 8 migrants inscrits en 2016 ont finalisés
		<i>En nb</i>	8	150		25	30	45	50						
		Dont Femmes	2	50%		50%	50%	50%	50%						
		Dont Hommes	6	50%		50%	50%	50%	50%						

		Dont public vulnérable											à l'ATN S&E		leur programme en 2017 au sein des CAF concernés par le projet (soit 2 femmes et 6 hommes)
		Dont %de boursiers ayant finalisé leur cursus	0	Au total, 66% de 150 boursiers (I OI 1.2) sur la durée du projet		66% (de 30 boursiers)	66% (de 40 boursiers)	66% (de 50 boursiers)	66% (de 30 boursiers)						Les valeurs de base et les valeurs cibles concernent les CFA du projet.
		En nb		100		20	26	34	20						
		Dont % Femmes		50%		50%	50%	50%	50%						
		Dont % Hommes		50%		50%	50%	50%	50%						
I.OI. 1.6	Degré d'augmentation des connaissances acquises par les assistants sociaux, formateurs, et les maîtres d'apprentissage, désagrégé par sexe.	Total	N/A	4 points		4 points	4 points			Auto-évaluation avant formations et après 1 an de pratique + MSC vidéos	2/an lors des années 1 et 2	M1-M24	Point focal EN+ATN M&AS ATN M&E	ATN M&E	Indicateur qualitatif d'appréciation
		Femmes		4 points		4 points	4 points								
		Hommes		4 points		4 points	4 points								

Résultats / indicateurs		Valeur de base 2017	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vcible Année 2	Vcible Année 3	Vcible Année 4	Vcible attendu 1 an après la fin du projet	Source de vérification	Fréquence de collecte	Debut - fin mesures	Responsable collecte	Responsable consolidation	Autre
I.OI. 2.1	Nombre de migrant(e)s inscrits à l'ANAPEC dans le cadre du projet Amuddu (dans les agences pilote de Rabat et Casablanca), désagrégué par sexe.	Total	284	204 (soit 488 inscrits en tout)	N/A	30 (soit 284 +30 = 314 en tout)	62 (soit 314 + 62 = 376 en tout)	112 (soit 376 + 112 = 488 en tout)	Rapports de l'ANAPEC	Tous les 3 mois	M1-M48	Point focal ANAPEC + ATN M&IE	ATN M&E	Les valeurs de base concernent les agences des régions Rabat-Casablanca.
		Dont Femmes	87	102	N/A	15	31	56						
		Dont Hommes	197	102	N/A	15	31	56						
I.OI. 2.2	Nombre de migrant-e-s bénéficiant de prestations d'accompagnement à l'insertion professionnelle (à travers les agences de l'ANAPEC à Casablanca et Rabat), désagrégué par sexe.	Total	0	488	N/A	88	200	200	Rapports de l'ANAPEC	Tous les 6 mois	M12-M48	Point focal ANAPEC + ATN M&IE L'ATN M&IE est responsable de la remontée des données à l'ATN S&E	ATN M&E	Le total correspond au nombre de personnes accompagnées pour l'emploi et l'auto-emploi, soit le nombre d'inscrits à l'ANAPEC
		a) Acc. Auto-emploi	N/A	200	N/A	40	80	80						
		Dont % Femmes		50% (100)	N/A	50% (20)	50% (40)	50% (40)						
		Dont % Hommes		50% (100)	N/A	50% (20)	50% (40)	50% (40)						
		Dont boursiers		100	N/A	20	40	40						
		b) Acc. Emploi	0	288	N/A	48	120	120						
Dont % Femmes		50% (144)	N/A	50% (24)	50% (60)	50% (60)								

		Dont % Hommes		50% (144)	N/A	50% (24)	50% (60)	50% (60)							
I.OI. 2.3	Nombre de migrant(e)s bénéficiant de mesures d'appui pour l'insertion professionnelle	Total	0	300	N/A	30	150	120		Rapports de l'EN, rapports du comité de sélection des projets financés	Tous les 6 mois	M12-M48	Point focal EN + ATN M&AS pour l'octroi des mesures d'appui, en coordination avec l'ATN M&IE. Les 2 ATN sont responsables de la remontée des données à l'ATN S&E	ATN M&E	
		a) Dont financements AE	N/A	150	N/A	30	60	60							
		Dont Femmes		75	N/A	15	30	30							
		Dont Hommes		75	N/A	15	30	30							
		b) Dont contrats d'insertions	0	150	N/A	N/A	90	60							
		Dont Femmes		75	N/A	N/A	45	30							
Dont Hommes		75	N/A	N/A	45	30									
I.OI. 2.4	Mise en œuvre effective du plan de formation	Total	0%	100%	20%	40%	40%	N/A		Rapports de l'ANAPEC, Comptes rendus de formation, rapport d'activités d'Enabel	2/an lors des années 1, 2 et 3	M1-M36	Point focal ANAPEC + ATN M&IE	ATN M&E	L'ATN M&IE est responsable de la remontée des données à l'ATN S&E
I.OI. 2.5	Nb d'outils créés ou adaptés à destination du public migrant	total	3 (welcome, ateliers, page web adaptée)	9	N/A	2	2	2		Existence d'outils adaptés Rapports d'activités Enabel Rapports	Tous les ans	M1-M48	Point focal ANAPEC + ATN M&IE	ATN M&E	L'ATN M&IE est responsable de la vérification des données et de leur

		Auto emploi	0	3	N/A	1	1	1		d'activités ANAPEC					transmission à l'ATN S&E
		emploi	3	6	N/A	1	1	1							
IOI 2.6	% des entreprises sensibilisées ayant recruté des migrants	Nb d'entreprises sensibilisées	N/A	100	0	100	0	0		Rapports d'activités	Tous les 6 mois	M12-M36	Point focal ANAPEC + ATN M&E	ATN M&E	L'ATN M&E est responsable de la mise en œuvre de l'enquête auprès des entreprises et de la remontée des données à l'ATN S&E. Un coût supplémentaire est à prévoir concernant la réalisation des enquêtes. Celui-ci est estimé à environ 2 000 (100 entreprises x 20 MAD).
		% d'entreprises ayant fait une demande de contrat aidé		50% (soit 50 entreprises sur 100 sensibilisées)	0	20% (soit 20 entreprises sur un total de 100 sensibilisées)	20% (soit 20 entreprises sur un total de 100 sensibilisées)	10% (soit 10 entreprises sur un total de 100 sensibilisées)		Liste des demandes présentées par les entreprises pour bénéficier des mesures d'incitation	Tous les 3 mois	M12-M48			
		% d'entreprises sensibilisées ayant recruté des migrants		30% (soit 30 entreprises sur 100 sensibilisées)	0	0	15% (soit 15 entreprises sur un total de 100 sensibilisées)	15% (soit 15 entreprises sur un total de 100 sensibilisées)		Compte-rendu du suivi directement effectué auprès des entreprises. Enquête téléphonique.	Tous les 3 mois	M12-M48			
	Résultats / indicateurs		Valeur de base 2017	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vcible Année 2	Vcible Année 3	Vcible Année 4		Source de vérification	Fréquence de collecte	Debut - fin measurements	Responsable collecte	Responsable consolidation	Autre
OUTPUT 3 (OI 3): L'action conjointe des structures travaillant dans le domaine de l'intégration économique des migrant(e)s est dynamisée et mieux coordonnée															

I.OI. 3.1	Nombre d'institutions étatiques du CP3 participant à toutes les réunions du CP3		6	6	6	6	6	6		Listes de présence des réunions	Après chaque réunion du CP3 (en fonction du nombre tenu)	M1-M48	Point focal MDCMR EAM + ATN Migration et coordination	ATN M&E	Seuls les membres étatiques seront comptabilisés car les autres membres sont invités à la discrétion du ministère. Leur nombre varie donc selon les réunions.
I.OI. 3.2	Disponibilité et mise en œuvre d'un plan de renforcement de capacités intégrant le genre par le Comité programme FP et Emploi.		Non, 0% du Plan de renforcement de capacités mis en œuvre	Oui, 100% du Plan de renforcement de capacités mis en œuvre	40% : Plan de renforcement de capacité élaboré + au moins 3 activités réalisées	25% : Au moins 4 activités réalisées	25% : Au moins 4 activités réalisées	10% : Au moins 2 activités réalisées		Oui, 100% du Plan de renforcement de capacités mis en œuvre	Plan de renforcement de capacité élaboré + au moins 3 activités réalisées		Point focal MDCMR EAM + ATN Migration et coordination		
I.OI. 3.3	Nb d'institutions étatiques présentes aux formations organisées au profit des membres du Comité Programme	Total	6	6	6	6	6	6		Listes de présence Rapports de formation	Tous les 6 mois (avant chaque réunion des CTOS)	M6-M48	Point focal MDCMR EAM + ATN Migration et coordination	ATN M&E	

	FP et Emploi dans le cadre du plan de renforcement de capacités														
I.OI. 3.4	Degré de satisfaction des participant(e s) quant au renforcement de leurs connaissanc es suite aux formations organisées au profit des membres du Comité Programme FP et Emploi, désagrégé par sexe.	Total	N/A	70% des participa nt(e)s sont satisfaits du renforce ment de leurs connaiss ances suite à la formation	70% des participan t(e)s sont satisfaits du renforce ment de leurs connaiss ances suite à la formation	70% des participant (e)s sont satisfaits du renforce ment de leurs connaiss ances suite à la formation	70% des participant (e)s sont satisfaits du renforce ment de leurs connaiss ances suite à la formation	70% des participan t(e)s sont satisfaits du renforce ment de leurs connaiss ances suite à la formation	Questionn aires pré et post formation	Question naire diffusé et collecté avant et après chaque activité. Analyse des données tous les 6 mois avant la réunion des CTOS	M1-M48	Point focal MDCMR EAM + ATN Migratio n et coordina tion	ATN M&E	Les question naires d'évaluati on doivent être similaires d'une session à l'autre. (au moins intégrer la même question sur la pertinenc e - "degré de satisfacti on sur la réponse aux besoins ?" pour permettre de réaliser une moyenne sur la durée du projet)	
		Femmes													
		Hommes													

I.OI. 3.5	Opérationnalisation d'un système de collecte et d'échanges de données entre les membres du CP3		Pas de système existant	100% Le système est opérationnel et dupliqué au niveau des autres CP.	25% : Elaboration des maquettes de collecte et suivi de données et expérimentation du système.	25% : Opérationnalisation et ancrage institutionnel du système.	25% : Opérationnalisation et duplication aux autres CP.	25% : Le système est ancré dans le fonctionnement du CP3. D'autres CP (au moins 1) a dupliqué le système.		Existences de maquettes remplies par les membres du CP3. Diffusion des maquettes lors des CP3.	La vérification se fera chaque année car les maquettes contiennent des indicateurs renseignés de manière annuelle par les membres du CP3.	M1-M48	Point focal MCMRE AM + ATN Migration et coordination	ATN M&E	
	Résultats / indicateurs		Valeur de base 2017	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vcible Année 2	Vcible Année 3	Vcible Année 4		Source de vérification	Fréquence de collecte	Debut - fin measurements	Responsable collecte	Responsable consolidation	Autre
Indicateurs transversaux															
I.T 1	Suivi des changements les plus significatifs induits sur le projet.	Perception des bénéficiaires sur le renforcement de l'employabilité		8 témoignages (dont 4 au début de projet, 4 à la fin)	4	0	0	4		capsules vidéo avec grille d'entretien (4 questions max) ou livrets de recueil de témoignages	En année 1 et en année 4 (au sein de la dynamique de capitalisation)	M1-M48	ATN M&E avec l'appui des ATN pour mobiliser les bénéficiaires	ATN M&E	Si possible, interviewer les mêmes personnes en début et en fin de projet pour apprécier son impact sur les mêmes parcours.
		Dont Femmes		4	2	0	0	2							
		Dont Hommes		4	2	0	0	2							

		Perception des partenaires sur le renforcement de l'action conjointe		6 témoignages (pour chacun des 3 partenaires, 1 en phase de démarrage et 1 en fin de projet)	0	3	0	3		Les supports doivent encore être définis.	En début d'année 2 et en année 4 (au sein de la dynamique de capitalisation)	M12-M48	ATN M&E avec l'appui des ATN pour mobiliser les partenaires	ATN M&E	Si possible, interviewer les mêmes personnes en début et en fin de projet pour apprécier son impact sur les mêmes parcours.
I.T 2	Réalisation d'un diagnostic Genre tout au ong du projet	Le projet prend en compte le genre dans sa formulation.	Le projet a intégré le genre de manière transversale à toutes les étapes de sa réalisation.	La formulation du projet et de son système de SE prend en compte le genre.	La mise en œuvre des activités intègre le genre.	La mise en œuvre des activités intègre le genre.	Une évaluation sensible au genre a été réalisée.		Diagnostic genre (cf annexe du rapport Baseline)	Diagnostic à mener après la phase de formulation, ensuite annuellement puis en phase d'évaluation.	En fin de phase de formulation. Chaque année avant la réunion de suivi de résultats. En fin de projet lors de la phase d'évaluation.		ATN M&E	ATN M&E	Possibilité de faire appel à un prestataire externe.

	Résultats / indicateurs		Valeur de base 2017	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vcible Année 2	Vcible Année 3	Vcible Année 4	Vcible attendue 1 an après la fin du projet	Source de vérification	Fréquence de collecte	Debut - fin measurements	Responsable collecte	Responsable consolidation	Autre
	IMPACT: L'intégration des migrant(e)s et la gestion des flux migratoires au Maroc sont mieux assurés														
	OUTCOME (OS): L'employabilité des migrantes et des migrants au Maroc est améliorée														
I.OS.1	Pourcentage de migrant(e)s ayant finalisé avec succès un programme de FP qui s'insère dans le marché de l'emploi, désagrégé par sexe.	Total	N/A	50% (de 150 ayant finalisés l'apprentissage - cf I.OS.1.5)		50% (de 20 personnes ayant finalisé leur cursus en année 2 - cf OI 1.5)	50% (de 30 personnes ayant finalisé leur cursus en année 3 - cf OI 1.5)	50% (de 50 personnes ayant finalisé leur cursus en année 4 - cf OI 1.5)	50% (de 50 personnes ayant finalisé leur cursus 1 an après la fin du projet- cf OI 1.5)	Rapport de l'Entraide Nationale et statistiques de l'EN. Copie des contrats de travail.	Tous les ans (trois mois après la fin de la formation, lors de la remise des certificats)	M20-M48 (Suivi possible 1 an après la fin du projet)	Point focal EN+ATN Migration & Assistance sociale déployé auprès de l'EN (dénommé ci-après ATN M&AS) ATN M&E	ATN M&E	La valeur de base en % n'est pas disponible. Néanmoins, selon l'EN, 14 migrants inscrits au sein des CAF concernés par le projet en 2015 ont été inscrits en 2017 (14 hommes).
		En nb	14	75-		10-	15-	25-	25-						
		Dont % Femmes		50%		50%	50%	50%	50%						
		Dont % Hommes	100	50%		50%	50%	50%	50%						

		Dont publics vulnérables										données à l'ATN S&E			
I.OS. 2	Pourcentage de migrant(e)s formés au sein de l'EN qui n'ont pas été insérés suite à leur formation et ont bénéficié des dispositifs d'accompagnement à l'insertion de l'ANAPEC (recherche d'emploi et d'auto-emploi), désagrégé par sexe.	Total	0	25% (de 150 ayant finalisés l'apprentissage - cf I.OS.1.5)		25%	25%	25%	25%	Système de référencement	Tous les 6 mois	M24-M48 (Suivi possible 1 an après la fin du projet)	Points focaux ANAPEC, EN, MDCMR EAM ATN M&AS et ATN Migration et intégration économique déployé auprès de l'ANAPEC (ci nommé après ATN M&IE)	ATN M&E	Le système de référence ment à construire avant la fin de la 2e année.
		En nb		38		5	8	12	13						
		Dont % Femmes		50%			50%	50%	50%						
		Dont % Hommes		50%			50%	50%	50%						
		Dont public vulnérable													
I.OS. 3	Pourcentage de migrant(e)s accompagnés par l'ANAPEC qui s'insère dans le marché de l'emploi salarié, désagrégé par sexe.	Total	4% de 588 inscrits*	52% (de 288 personnes -cf I.OS 2.2 b)			31% (de 288 personnes -cf I.OS 2.1)	22% (de 288 personnes -cf I.OS 2.1)		Statistiques de l'ANAPEC Système de suivi à mettre en place en 1ere année (centre d'appel + travailleurs communautaires)	Tous les 6 mois	M12-M48	Point focal ANAPEC + ATN M&IE L'ATN M&IE est responsable de la remontée des données à l'ATN S&E	ATN M&E	Un coût supplémentaire doit être prévu concernant le recours à un centre d'appel pour effectuer le suivi. Il peut s'évaluer autour de 3000 MAD
		En nb	23	150		90	60								
		Dont % Femmes		50%			50%	50%							
		Dont % Hommes		50%			50%	50%							

															(20MAD/p ers x 150)	
I.OS 4	Nombre de migrant(e)s financés ayant créé une initiative d'auto-emploi toujours viable un an après (suivi post-crédation), désagrégé par sexe.	Total	114*	80 (sur 150 financements - cf I OS 2.4)			20	30	30	Rapports de l'ANAPEC Système de suivi à mettre en place en 1ere année (centre d'appel + travailleurs communautaires)	Tous les 6 mois	M24-M48 (Suivi possible 1 an après la fin du projet)	Point focal ANAPEC + ATN M&IE L'ATN M&IE est responsable de la remontée des données à l'ATN S&E	ATN M&E	Un coût supplémentaire doit être prévu concernant le recours à un centre d'appel pour effectuer le suivi. Il peut s'évaluer autour de 3000 MAD (20MAD/pers x 150)	
		Dont Femmes	Au moins 4	40			10	15	15							
		Dont Hommes		40			10	15	15							
OUTPUT 1 (OI 1): L'accès des migrant(e)s et des réfugié(e)s aux dispositifs existants d'orientation et de formation professionnelle est mieux assuré																
I.OI. 1.1	Nombre de migrant(e)s accueillis dans les structures de l'EN (faisant partie du projet) et informé sur les dispositifs d'insertion économique, désagrégé par sexe.	Total	1534	400	100	100	100	100		Rapport de l'Entraide Nationale	Tous les 6 mois (avant réunion CTOS)	M1-M48	Point focal EN+ATN M&AS ATN M&E L'ATN M&AS est responsable de la remontée des données à l'ATN S&E	ATN M&E	La valeur de base concerne les CAS et CFA pilotes.	
		Dont Femmes	975	200	50	50	50	50								
		Dont Hommes	559	200	50	50	50	50								
		Dont public vulnérable														
I.OI. 1.2	Nombre de migrant(e)s	Total	52	250	50	60	70	70		Rapport de l'Entraide	Tous les 6 mois	M1-M48	Point focal	ATN M&E	Les valeurs de	

	inscrits aux programmes de formation professionnelle dans les centres ciblés par le projet, désagrégé par sexe.	Dont % Femmes	29	50%	50%	50%	50%	50%		Nationale. Base de données de l'EN	(Mars et septembre chaque année)		EN+ATN M&AS ATN M&E		base et les valeurs cibles concernent les CFA du projet.
		Dont % Hommes	23	50%	50%	50%	50%	50%					L'ATN M&AS est responsable de la remontée des données à l'ATN S&E		
		Dont public vulnérable													
		Dont boursiers		150	30	40	50	30							
		Dont %boursiers Femmes		50%	50%	50%	50%	50%							
		Dont % boursiers Hommes		50%	50%	50%	50%	50%							
I.OI. 1.3	Nombre de femmes migrant(e)s bénéficiaires orientées vers des filières techniques	Total	0							Rapport de l'Entraide Nationale. Base de données de l'EN	2/an	M1-M48	Point focal EN+ATN M&AS ATN M&E L'ATN M&AS est responsable de la remontée des données à l'ATN S&E	ATN M&E	Indicateur permettant d'apprécier les efforts de la prise en compte du genre dans les activités
		Dont femmes vulnérables	0												
I.OS. 1.4	Nombre de migrant(e)s accueillis à l'EN et référés à l'ANAPEC (recherche	Total	0	150	50	40	30	30		Système de référencement Rapport de l'EN/ANAPEC	Tous les 6 mois	M1-M48	Points focaux ANAPEC, EN, MDCMR EAM,	ATN M&E	Cet indicateur renseigne les personnes accueillies
		Dont % Femmes		50%	50%	50%	50%	50%							

	d'emploi et d'auto-emploi), désagrégé par sexe	Dont% Hommes		50%	50%	50%	50%	50%		C, BDD du projet			ATN M&AS		à l'EN dans le cadre du projet mais qui ne ont pas inscrits dans les formations et qui sont donc référés à l'ANAPEC.
		Dont public vulnérable													
I.OI. 1.5	Pourcentage de migrant(e)s qui finalisent avec succès un programme de formation professionnelle, désagrégé par sexe.	Total		Au total, 60% de 250 inscrits sur la durée du projet)		50% (de 50 personnes inscrites en année 1 - cf.OI1.2)	50% (de 60 personnes inscrites en année 2 - cf.OI1.2)	64% (de 70 personnes inscrites en année 3 - cf.OI1.2)	60% (de 70 personnes inscrites en année 3 - cf.OI1.2)	Rapport de l'Entraide Nationale. Statistiques de l'EN. Base de données du projet Copie des certificats.	Tous les 12 mois (Décembre)	M12-M48	Point focal EN+ATN M&AS ATN M&E L'ATN M&AS est responsable de la remontée des données à l'ATN S&E	ATN M&E	*La valeur de base en % n'est pas disponible . Néanmoins, selon l'EN, 8 migrants inscrits en 2016 ont finalisés leur programme en 2017 au sein des CAF concernés par le projet (soit 2 femmes et 6 hommes). Les valeurs de base et les valeurs
		En nb	8*	150		25	30	45	50						
		Dont Femmes	2	50%		50%	50%	50%	50%						
		Dont Hommes	6	50%		50%	50%	50%	50%						
		Dont public vulnérable													
		Dont %de boursiers ayant finalisé leur cursus		Au total, 66% de 150 boursiers (I OI 1.2) sur la durée du projet		66% (de 30 boursiers)	66% (de 40 boursiers)	66% (de 50 boursiers)	66% (de 30 boursiers)						
		En nb		100		20	26	34	20						
		Dont % Femmes		50%		50%	50%	50%	50%						

		Dont % Hommes		50%		50%	50%	50%	50%						cibles concernent les CFA du projet.
I.OI. 1.6	Degré d'augmentation des connaissances acquises par les assistants sociaux, formateurs, et les maîtres d'apprentissage, désagrégé par sexe.	Total		4 points		4 points	4 points			Auto-évaluation avant formations et après 1 an de pratique + MSC vidéos	2/an lors des années 1 et 2	M1-M24	Point focal EN+ATN M&AS ATN M&E	ATN M&E	Indicateur qualitatif d'appréciation
		Femmes		4 points		4 points	4 points								
		Hommes		4 points		4 points	4 points								
I.OI. 2.1	Nombre de migrant(e)s inscrits à l'ANAPEC dans le cadre du projet Amuddu (dans les agences pilote de Rabat et Casablanca), désagrégé par sexe.	Total	284	204 (soit 488 inscrits en tout)	N/A	30 (soit 284 +30 = 314 en tout)	62 (soit 314 + 62 = 376 en tout)	112 (soit 376 + 112 = 488 en tout)		Rapports de l'ANAPEC	Tous les 3 mois	M1-M48	Point focal ANAPEC + ATN M&IE	ATN M&E	Les valeurs de base concernent les agences des régions Rabat-Casablanca.
		Dont Femmes	87	102	N/A	15	31	56							
		Dont Hommes	197	102	N/A	15	31	56							
I.OI. 2.2	Nombre de migrant-e-s bénéficiant de prestations	Total		488	N/A	88	200	200		Rapports de l'ANAPEC	Tous les 6 mois	M12-M48	Point focal ANAPEC + ATN M&IE	ATN M&E	Le total correspond au nb de personnes accompagnées
		a) Acc. Auto-emploi		200	N/A	40	80	80							

	d'accompagnement à l'insertion professionnelle (à travers les agences de l'ANAPEC à Casablanca et Rabat), désagrégé par sexe.	Dont % Femmes		50% (100)	N/A	50% (20)	50% (40)	50% (40)				L'ATN M&IE est responsable de la remontée des données à l'ATN S&E	nées pour l'emploi et l'auto-emploi, soit le nombre d'inscrits à l'ANAPEC		
		Dont % Hommes		50% (100)	N/A	50% (20)	50% (40)	50% (40)							
		Dont boursiers		100	N/A	20	40	40							
		b) Acc. Emploi	588*	288	N/A	48	120	120							
		Dont % Femmes		50% (144)	N/A	50% (24)	50% (60)	50% (60)							
		Dont % Hommes		50% (144)	N/A	50% (24)	50% (60)	50% (60)							
		Total		300	N/A	30	150	120							
		a) Dont financements AE	30*	150	N/A	30	60	60							
		Dont Femmes		75	N/A	15	30	30							
		Dont Hommes		75	N/A	15	30	30							
		b) Dont contrats d'insertions		150	N/A	N/A	90	60							
		Dont Femmes		75	N/A	N/A	45	30							
		Dont Hommes		75	N/A	N/A	45	30							
I.OI. 2.3	Nombre de migrant(e)s bénéficiant de mesures d'appui pour l'insertion professionnelle	Total		300	N/A	30	150	120		Rapports de l'EN, rapports du comité de sélection des projets financés	Tous les 6 mois	M12-M48	Point focal EN + ATN M&AS pour l'octroi des mesures d'appui, en coordination avec l'ATN M&IE. Les 2 ATN sont responsables de la remontée des données à l'ATN S&E	ATN M&E	
I.OI. 2.4	Mise en œuvre effective du plan de formation	Total	0%	100%	20%	40%	40%	N/A		Rapports de l'ANAPEC, Comptes rendus de formation,	2/an lors des années 1, 2 et 3	M1-M36	Point focal ANAPEC + ATN M&IE	ATN M&E	L'ATN M&IE est responsable de la remontée des

										rapport d'activités d'Enabel					données à l'ATN S&E
I.OI. 2.5	Nb d'outils créés ou adaptés à destination du public migrant	total	3 (welcome, ateliers, page web adaptée)	9	N/A	2	2	2		Existence d'outils adaptés Rappports d'activités Enabel	Tous les ans	M1-M48	Point focal ANAPEC + ATN M&IE	ATN M&E	L'ATN M&IE est responsable de la vérification des données et de leur transmission à l'ATN S&E
		Auto emploi	0	3	N/A	1	1	1	Rappports d'activités ANAPEC						
		emploi	3	6	N/A	1	1	1							
I.OI. 2.6	% des entreprises sensibilisées ayant recruté des migrants	Nb d'entreprises sensibilisées		100	0	100	0	0		Rapports d'activités	Tous les 6 mois	M12-M36	Point focal ANAPEC + ATN M&IE	ATN M&E	L'ATN M&IE est responsable de la mise en œuvre de l'enquête auprès des entreprises. Un coût supplémentaire est à prévoir concernant la réalisation des enquêtes. Celui-ci est estimé à environ 2 000 (100 entreprises x 20 MAD).
		% d'entreprises ayant fait une demande de contrat aidé		50% (soit 50 entreprises sur 100 sensibilisées)	0	20% (soit 20 entreprises sur un total de 100 sensibilisées)	20% (soit 20 entreprises sur un total de 100 sensibilisées)	10% (soit 10 entreprises sur un total de 100 sensibilisées)		demandes présentées par les entreprises pour bénéficier des mesures d'incitation	Tous les 3 mois	M12-M48			
		% d'entreprises sensibilisées ayant recruté des migrants		30% (soit 30 entreprises sur 100 sensibilisées)	0	0	15% (soit 15 entreprises sur un total de 100 sensibilisées)	15% (soit 15 entreprises sur un total de 100 sensibilisées)		Compte-rendu du suivi auprès des entreprises. Enquête téléphonique.	Tous les 3 mois	M12-M48			

	Résultats / indicateurs		Valeur de base 2017	Valeur cible finale	Vcible Année 1	Vcible Année 2	Vcible Année 3	Vcible Année 4		Source de vérification	Fréquence de collecte	Debut - fin métrésure ments	Responsable collecte	Responsable consolidation	Autre
OUTPUT 3 (OI 3): L'action conjointe des structures travaillant dans le domaine de l'intégration économique des migrant(e)s est dynamisée et mieux coordonnée															
I.OI. 3.1	Nombre d'institutions étatiques du CP3 participant à toutes les réunions du CP3		6	6	6	6	6	6		Listes de présence des réunions	Après chaque réunion du CP3 (en fonction du nombre tenu)	M1-M48	Point focal MDCMR EAM + ATN Migration et coordination	ATN M&E	Seuls les membres étatiques seront comptabilisés car les autres membres sont invités à la discrétion du ministère. Leur nombre varie donc selon les réunions.
I.OI. 3.2	Disponibilité et mise en œuvre d'un plan de renforcement de capacités intégrant le genre par le Comité programme FP et Emploi.		Non, 0% du Plan de renforcement de capacités mis en œuvre	Oui, 100% du Plan de renforcement de capacités mis en œuvre	40% : Plan de renforcement de capacité élaboré + au moins 3 activités réalisées	25% : Au moins 4 activités réalisées	25% : Au moins 4 activités réalisées	10% : Au moins 2 activités réalisées		Oui, 100% du Plan de renforcement de capacités mis en œuvre	Plan de renforcement de capacité élaboré + au moins 3 activités réalisées		Point focal MDCMR EAM + ATN Migration et coordination		

I.OI. 3.3	Nb d'institutions étatiques présentes aux formations organisées au profit des membres du Comité Programme FP et Emploi dans le cadre du plan de renforcement de capacités	Total	6	6	6	6	6		Listes de présence Rapports de formation	Tous les 6 mois (avant chaque réunion des CTOS)	M6-M48	Point focal MDCMR EAM + ATN Migration et coordination	ATN M&E	
I.OI. 3.4	Degré de satisfaction des participant(e)s quant au renforcement de leurs connaissances suite aux formations organisées au profit des membres du Comité Programme FP et Emploi, désagrégé par sexe.	Total												
		Femmes	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation							
		Hommes	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation	70% des participant(e)s sont satisfaits du renforcement de leurs connaissances suite à la formation		Questionnaires pré et post formation	Questionnaire diffusé et collecté avant et après chaque activité. Analyse des données tous les 6 mois avant la réunion des CTOS	M1-M48	Point focal MDCMR EAM + ATN Migration et coordination	ATN M&E	Les questionnaires d'évaluation doivent être similaires d'une session à l'autre. (au moins intégrer la même question sur la pertinence - "degré de satisfaction sur la réponse aux besoins ?" pour permettre de réaliser une

																			moyenne sur la durée du projet)
I.OI. 3.5	Opérationnalisation d'un système de collecte et d'échanges de données entre les membres du CP3		Pas de système existant	100% Le système est opérationnel et dupliqué au niveau des autres CP.	25% : Elaboration des maquettes de collecte et suivi de données et expérimentation du système.	25% : Opérationnalisation et ancrage institutionnel du système.	25% : Opérationnalisation et duplication aux autres CP.	25% : Le système est ancré dans le fonctionnement du CP3. D'autres CP (au moins 1) a dupliqué le système.		Existences de maquettes remplies par les membres du CP3. Diffusion des maquettes lors des CP3.	La vérification se fera chaque année car les maquettes contiennent des indicateurs renseignés de manière annuelle par les membres du CP3.	M1-M48	Point focal MCMRE AM + ATN Migration et coordination	ATN M&E					
Indicateurs transversaux																			
I.T 1	Suivi des changements les plus significatifs induits sur le projet.	Perception des bénéficiaires sur le renforcement de l'employabilité		8 témoignages (dont 4 au début de projet, 4 à la fin)	4	0	0	4		capsules vidéo avec grille d'entretien (4 questions max)	En année 1 et en année 4 (au sein de la dynamique de capitalisation)	M1-M48	ATN M&E avec l'appui des ATN pour mobiliser les bénéficiaires	ATN M&E					Si possible, interviewer les mêmes personnes en début et en fin de projet pour apprécier son impact sur les mêmes parcours.
		Dont Femmes		4	2	0	0	2											
		Dont Hommes		4	2	0	0	2											

		Perception des partenaires sur le renforcement de l'action conjointe		6 témoignages (pour chacun des 3 partenaires, 1 en phase de démarrage et 1 en fin de projet)	0	3	0	3		Les supports doivent encore être définis.	En début d'année 2 et en année 4 (au sein de la dynamique de capitalisation)	M12-M48	ATN M&E avec l'appui des ATN pour mobiliser les partenaires	ATN M&E	Si possible, interviewer les mêmes personnes en début et en fin de projet pour apprécier son impact sur les mêmes parcours.
I.T 2	Réalisation d'un diagnostic Genre tout au ong du projet		Le projet prend en compte le genre dans sa formulation.	Le projet a intégré le genre de manière transversale à toutes les étapes de sa réalisation.	La formulation du projet et de son système de SE prend en compte le genre.	La mise en œuvre des activités intègre le genre.	La mise en œuvre des activités intègre le genre.	Une évaluation sensible au genre a été réalisée.		Diagnostic genre (cf annexe du rapport Baseline)	Diagnostic à mener après la phase de formulation, ensuite annuellement puis en phase d'évaluation.	En fin de phase de formulation. Chaque année avant la réunion de suivi de résultats. En fin de projet lors de la phase d'évaluation.	ATN M&E	ATN M&E	Possibilité de faire appel à un prestataire externe.

6.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	OUI
Rapport <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Version provisoire enregistrée sur GoFast
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (01/2020)
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (11/2021)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2018	

6.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel).

Budget vs Actuals (Year to Month) of MOR1605211

Project Title : **Appui à la mise en œuvre de la stratégie Nationale d'immigration et d'asile**
 Budget Version: **C01**
 Currency : **EUR** Year to month : 31/12/2018
 Y1M : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2017	Expenses 2018	Total	Balance	% Exec
A AMÉLIORER L'EMPLOYABILITÉ DES MIGRANT(E)S AU MAROC			3.038.100,00	0,00	68.925,58	68.925,58	2.969.174,42	2%
01 O.I. 1. L'accès des migrant(e)s aux dispositifs existants			1.005.500,00	0,00	28.386,66	28.386,66	977.113,34	3%
01 Les migrant(e)s sont informés de l'offre de services		REGIE	120.700,00	0,00	1.543,13	1.543,13	119.156,87	1%
02 Les migrant(e)s sont intégrés dans les programmes de		REGIE	77.000,00	0,00	0,00	0,00	77.000,00	0%
03 Les vulnérabilités des migrant(e)s en termes		REGIE	405.000,00	0,00	0,00	0,00	405.000,00	0%
04 Les frais d'inscription aux programmes FP des migrant(e)s		REGIE	30.000,00	0,00	0,00	0,00	30.000,00	0%
05 De l'expertise nationale (Assistance Technique Nationale		REGIE	172.800,00	0,00	26.726,93	26.726,93	146.073,07	15%
06 De l'expertise pointue permet le renforcement des		REGIE	200.000,00	0,00	116,60	116,60	199.883,40	0%
02 O.I. 2: L'accès des migrant(e)s aux dispositifs			1.488.800,00	0,00	16.424,97	15.424,97	1.473.375,03	1%
01 Les capacités de l'ANAPEC en matière d'accompagnement		REGIE	150.000,00	0,00	1.585,03	1.585,03	148.414,97	1%
02 Les migrant(e)s sont accompagnés dans leur insertion		REGIE	75.000,00	0,00	0,00	0,00	75.000,00	0%
03 Le recrutement des migrant(e)s est encouragé par des		REGIE	180.000,00	0,00	0,00	0,00	180.000,00	0%
04 Les initiatives de création de TPE par des migrant(e)s sont		REGIE	210.000,00	0,00	0,00	0,00	210.000,00	0%
05 Les entreprises sont sensibilisées sur l'embauche des		REGIE	90.000,00	0,00	0,00	0,00	90.000,00	0%
06 Des actions pilotes innovantes sont menées pour		REGIE	486.000,00	0,00	0,00	0,00	486.000,00	0%
07 De l'expertise nationale (Assistance Technique Nationale		REGIE	172.800,00	0,00	13.723,34	13.723,34	159.076,66	8%
08 De l'expertise pointue permet le renforcement des		REGIE	125.000,00	0,00	116,60	116,60	124.883,40	0%
03 O.I. 3: L'action conjointe des structures travaillant dans le			543.800,00	0,00	25.113,95	25.113,95	518.686,05	5%
01 Le Comité Programme Formation Professionnelle et		REGIE	194.000,00	0,00	0,00	0,00	194.000,00	0%
02 L'approche utilisée par le projet est promue, documentée et		REGIE	127.000,00	0,00	482,51	482,51	126.517,49	0%
03 De l'expertise nationale (Assistance Technique Nationale		REGIE	172.800,00	0,00	24.631,44	24.631,44	148.168,56	14%
		REGIE	4.600.000,00	0,00	261.695,47	261.695,47	4.338.304,53	6%
		COGEST						
TOTAL			4.600.000,00	0,00	261.695,47	261.695,47	4.338.304,53	6%

Budget vs Actuals (Year to Month) of MOR1605211

Project Title : **Appui à la mise en œuvre de la stratégie Nationale d'immigration et d'asile**
 Budget Version: **C01**
 Currency : **EUR** Year to month : 31/12/2018
 Y1M : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2017	Expenses 2018	Total	Balance	% Exec
04 De l'expertise pointue permet le renforcement des		REGIE	50.000,00	0,00	0,00	0,00	50.000,00	0%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX 5% DES ACTIVITÉS)			249.160,00	0,00	0,00	0,00	249.160,00	0%
01 Réserve budgétaire			249.160,00	0,00	0,00	0,00	249.160,00	0%
01 Réserve budgétaire		REGIE	249.160,00	0,00	0,00	0,00	249.160,00	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			1.312.740,00	0,00	192.769,89	192.769,89	1.119.970,11	15%
01 Frais de personnel			798.240,00	0,00	115.439,48	115.439,48	682.800,52	14%
01 Responsable Administratif et Financier (100% sur SNIA)		REGIE	168.000,00	0,00	26.528,55	26.528,55	141.471,45	16%
02 Personnel national - Support		REGIE	498.240,00	0,00	86.062,55	86.062,55	412.177,45	17%
03 Formation personnel local		REGIE	40.000,00	0,00	350,98	350,98	39.649,02	1%
04 Autres frais de personnel		REGIE	92.000,00	0,00	2.497,40	2.497,40	89.502,60	3%
02 Investissements			106.500,00	0,00	46.658,09	46.658,09	59.841,91	44%
01 Véhicules		REGIE	20.000,00	0,00	16.778,40	16.778,40	3.221,60	84%
02 Equipement et aménagement de bureaux		REGIE	24.000,00	0,00	19.203,58	19.203,58	4.796,42	80%
03 Equipement IT		REGIE	62.500,00	0,00	10.676,11	10.676,11	51.823,89	17%
03 Frais de fonctionnement			238.000,00	0,00	30.567,76	30.567,76	207.432,24	13%
01 Bureaux et communications		REGIE	158.000,00	0,00	28.807,31	28.807,31	129.192,69	18%
02 Frais de fonctionnement véhicules et assurances		REGIE	16.000,00	0,00	1.157,50	1.157,50	14.842,50	7%
03 Frais de mission		REGIE	48.000,00	0,00	602,95	602,95	47.397,05	1%
04 Frais du COPIL		REGIE	16.000,00	0,00	0,00	0,00	16.000,00	0%
04 Audit et suivi évaluation			170.000,00	0,00	104,56	104,56	169.895,44	0%
01 Monitoring et évaluation		REGIE	100.000,00	0,00	0,00	0,00	100.000,00	0%
		REGIE	4.600.000,00	0,00	261.695,47	261.695,47	4.338.304,53	6%
		COGEST						
TOTAL			4.600.000,00	0,00	261.695,47	261.695,47	4.338.304,53	6%

Budget vs Actuals (Year to Month) of MOR1605211								
Project Title : Appui à la mise en œuvre de la stratégie Nationale d'immigration et d'asile								
Budget Version: C01								
Currency : EUR Year to month : 31/12/2018								
YTM : Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing								
	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2017	Expenses 2018	Total	Balance	% Exec
02 Audit		REGIE	30.000,00	0,00	0,00	0,00	30.000,00	0%
03 Backstopping CTB		REGIE	40.000,00	0,00	104,56	104,56	39.895,44	0%
99 Conversion rate adjustment			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
98 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%
		REGIE	4.600.000,00	0,00	261.695,47	261.695,47	4.338.304,53	6%
		COGEST						
		TOTAL	4.600.000,00	0,00	261.695,47	261.695,47	4.338.304,53	6%

6.6 Ressources en termes de communication

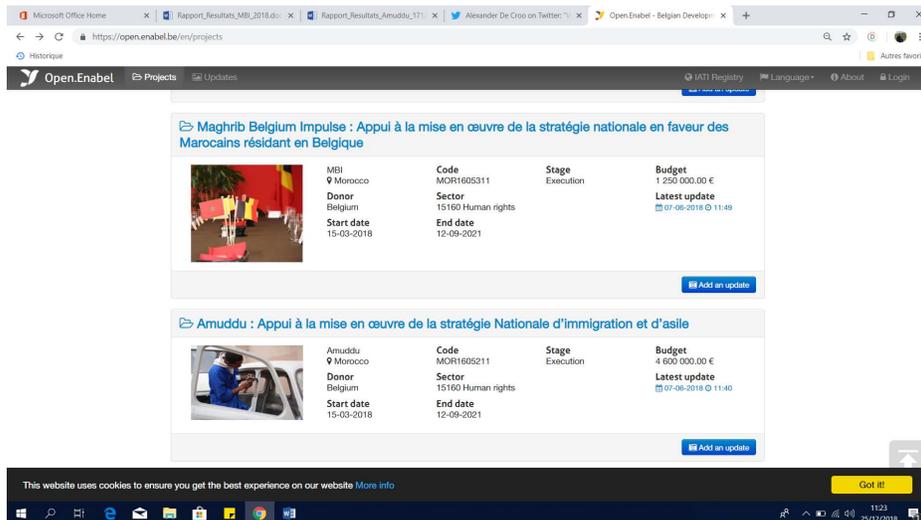
Dans la présente annexe optionnelle, les interventions devraient mentionner tout le matériel disponible (articles, livres, vidéos, etc.) relatif aux effets de l'intervention sur les bénéficiaires, en ce compris des études, des rapports de capitalisation ou encore des publications (scientifiques). Le recours à du matériel utilisant des méthodes centrées sur les bénéficiaires est grandement apprécié (« story telling »...).

Branding

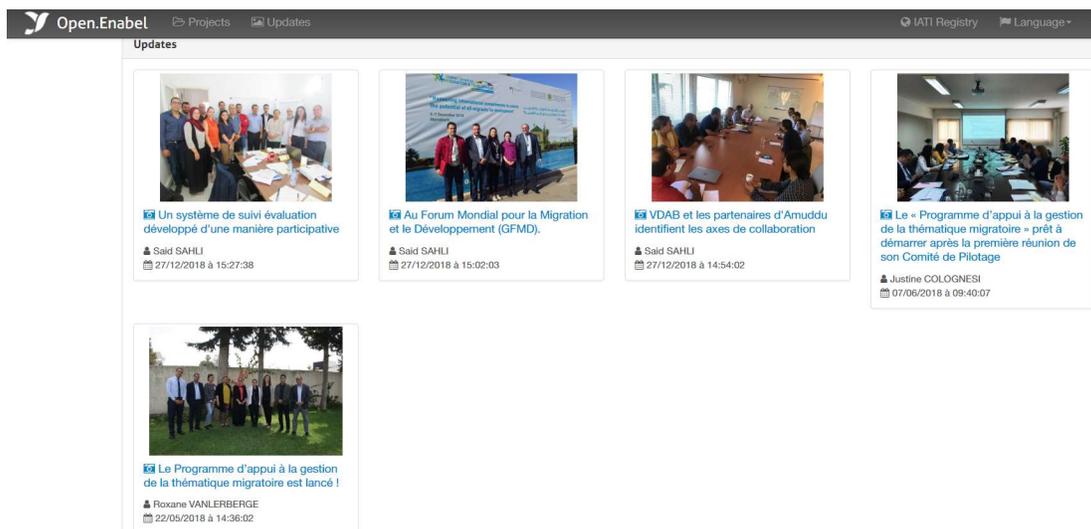
L'équipe programme appuyée par la représentation Enabel au Maroc veille à une bonne utilisation de l'identité visuelle d'Enabel lors des moments de partage aussi bien officielles qu'en interne.

Site web, Open.Enabel, newsletter mensuelle :

1. La promotion d'Open.Enabel et de ses nouvelles fonctionnalités se poursuit. Depuis son démarrage effectif après la signature le 15 mars 2018, le programme migration a publié 5 articles dans Open.Enabel promouvant ainsi les trois interventions faisant partie de son portefeuille. Les captures d'écran suivantes montrent parfaitement les fenêtres de visualisation.



1^{ère} écran capture de Open.Enabel regroupant les deux interventions.



2^{ème} capture écran de Open.Enabel montrant les articles de l'intervention Amuddu.

Updates



Un système de suivi évaluation développé d'une manière participative

Said SAHLI
27/12/2018 à 15:29:54



Les MeM belges au centre des priorités de la coopération maroco-belge.

Said SAHLI
27/12/2018 à 15:12:03



Le « Programme d'appui à la gestion de la thématique migratoire » prêt à démarrer après la première réunion de son Comité de Pilotage

Justine COLOGNESI
07/06/2018 à 09:49:04

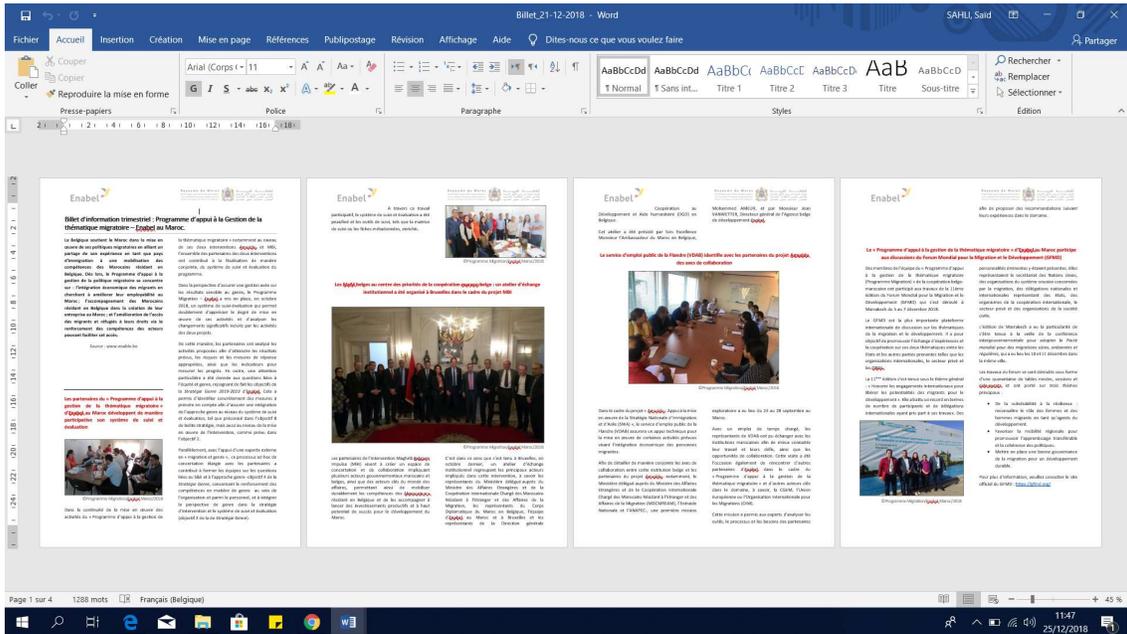


Le Programme d'appui à la gestion de la thématique migratoire est lancé !

Roxane VANLERBERGE
22/05/2018 à 14:37:58

2. La newsletter trimestrielle est en pipeline de lancement :

Au terme de cette quasi année d'activité du programme d'appui à la gestion de la thématique migratoire une 1ère newsletter est mise dans le pipeline de diffusion sous protocole MailChimp pour lancement en février 2019. Dite news a été validée par le team belguim Maroc (Ambassade et Représentation Enabel) et sera consacrée comme instrument de sensibilisation et valeur sûre. Ci-contre une capture du matériel brut de presse avant diffusion :



→ Ci-contre la capture de la newsletter après traitement de l'information : Version en ligne :



Médias sociaux

Le suivi du nombre de followers d'Enabel sur Facebook, Twitter est assuré par la représentation d'Enabel au Maroc.

Nouveauté : afin d'optimiser notre matériel photographique, nous avons ouvert un compte google-photo pour gérer la masse importante qui va de croissant des photos.

Impressions

A ce stade nos premiers captures d'expertise clé et de lessons learned de nos projets sont « capitalisées » dans du matériel Word qui sera ultérieurement et progressivement convertit dans un format de petit guide avec infographie simple à l'usage en premier lieu des autres interventions du portfolio migration qui s'agrandit de plus en plus pour ensuite être disséminé en extra programme. Ce qui permettra de développer des connaissances et de revendiquer, en toute crédibilité, une position de centre d'expertise libellé migration.

Partenariats et synergie :

- Team Belgium :

Le programme a participé à plusieurs rencontres organisées par l'Ambassade de Belgique au Maroc (CGEM, etc.), ce qui a contribué à renforcer davantage la communication, qui est plus, est cohérente et efficace à propos des réalisations et succès de la politique belge de développement et de la plus-value de la coopération gouvernementale.

- Services publics fédéraux, universités, centres de recherche :

- Projet d'appui à l'étude d'impact du projet Amuddu sur l'intégration économique des personnes migrantes de la part de l'université de Meknès :

Ce projet vise à l'application des nouvelles méthodes dédiées à l'évaluation d'impact des projets et des politiques publiques. Notamment en matière d'insertion professionnelle : (i) l'entrepreneuriat féminin, (ii) la première embauche des jeunes diplômés et (iii) l'intégration des migrants et des réfugiés sur le marché du travail.

Par ailleurs cet appui s'inscrit dans le cadre d'un projet structurant qui vise à capitaliser durablement ses acquis à travers l'institution d'un Centre Régional d'Evaluation des Politiques Publiques (CREP) réunissant une équipe interuniversitaire de chercheurs / experts, formés et outillés pour (a) évaluer l'impact d'un projet ou d'une politique-phare sur les bénéficiaires et (b) accompagner les collectivités territoriales et les organisations impliquées dans l'évaluation d'impact de leur intervention.

- Mission VDAB :

Dans le cadre du projet « Amuddu », le service d'emploi public de la Flandre (VDAB) assurera un appui technique pour la mise en œuvre de certaines activités prévues visant l'intégration économique des personnes migrantes.

Afin de détailler de manière conjointe les axes de collaboration entre cette institution belge et les partenaires du projet Amuddu -notamment, le Ministère délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale Chargé des Marocains Résidant à l'Etranger et des Affaires de la Migration (MDCMREAM), l'Entraide Nationale et l'ANAPEC-, une première mission exploratoire a eu lieu du 24 au 28 septembre au Maroc.

Avec un emploi de temps chargé, les représentants de VDAB ont pu échanger avec les institutions marocaines afin de mieux connaître leur travail et leurs défis, ainsi que les opportunités de collaboration. Cette visite a été l'occasion également de rencontrer d'autres partenaires d'Enabel dans le cadre du « Programme d'appui à la gestion de la thématique migratoire » et d'autres acteurs clés dans le domaine, à savoir, la CGEM, l'Union Européenne ou l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).

Cette mission a permis aux experts d'analyser les outils, le processus et les besoins des partenaires afin de proposer des recommandations suivant leurs expériences dans le domaine.

Personnel

Dans le cadre de la communication interne, l'équipe programme a mis en place un compte WhatsApp commun pour réagir rapidement au traitement de l'information surtout en matière de capitalisation de photothèque et articles relatifs à la thématique migratoire. Partant, tous nos collaborateurs sont potentiellement des communicateurs de première ligne. Nous promovons la communication et contribuons à l'utilisation des plateformes de communication (dont les médias sociaux) en apportant de la matière à nos collègues SPOC ou en le prenant en charge nous même à travers notre point focal communication.

Évènements

- L'équipe programme a participé :
 - À la préparation et la réalisation du HACK THE GOAL qui s'est tenu à l'école de codage du 1337 à Khouribga du 26 au 28 octobre 2018.
 - Mission princièrè-atelier sur : « Les Femmes entrepreneures, Actrices du Développement Humain et Economique » qui était organisé en marge la mission économique belge au Maroc, hier à 15h à la Bibliothèque Nationale le 27 novembre 2018.
 - L'atelier de lancement du programme prévu le 31 octobre 2018 puis reporté. Lors duquel les supports de communications des deux interventions ont été validés par les partenaires.
 - Au DigiGirlz.ma au biais d'une animation d'un atelier sur le Montage de projet, organisé par Microsoft Maroc portant sur la promotion de la créativité et l'innovation en digitale dédiée aux étudiantes le 1^{er} décembre 2018 à Rabat.
 - Des membres de l'équipe du « Programme d'appui à la gestion de la thématique migratoire (Programme Migration) » de la coopération belgo-marocaine ont participé aux travaux de la 11ème édition du Forum Mondial pour la Migration et le Développement (GFMD) qui s'est déroulé à Marrakech du 5 au 7 décembre 2018.
 - Forum des mobilisations des compétences marocaines du Canada au profit de la coopération dans le secteur aéronautique le 5 octobre à Skhirat.
 - Participation du programme migration à la conférence nationale de lancement et de clôture de la 16^{ème} campagne nationale de sensibilisation sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes respectivement les 26 novembre et 11 décembre à Rabat.
 - Participation au 1^{er} forum africain sur la formation professionnelle notamment au panel « la formation professionnelle, vecteur d'intégration des migrants africains » dans le cadre de la coopération Sud-Sud, les 21 et 22 décembre 2018 à Dakhla.
- Impressions : en 2018, du matériel de communication professionnel était disponible pour les besoins de l'ateliers de lancement.



Données-clés

Financement
Total : à fin 2018 : 810K

Financement belge : à fin 2018 : 810K

Financement marocain
- Ministère algérien de l'Immigration et de l'Intégration et de l'Occupation
- Département Central des Institutions Belges
- 87 Rue de la Liberté de la Région de Bruxelles-Capitale

Partenaires
- Anasah (Morocco)
- Agence Fédérale de Promotion du Travail et du Développement (AFDPT)
- Royal, Agence belge de Développement

Co-financiers
- Ministère de l'Économie et des Finances
- Ministère de la Santé, de la Sécurité, de l'Égalité et du Développement social
- Ministère du Travail et de l'Économie, Professions de

Coordonnées
Amr Bahar-Chaïbina
amdu@amdu.ma

Approuvé par
Belgique
Enabel

Amuddu
Appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile

Contexte
Comme pour tout un des partenaires pour l'immigration et l'asile, l'Agence Belge de Développement International (ABDI) est un acteur clé de la politique de l'immigration et de l'asile de la Belgique. Elle est impliquée dans la mise en œuvre de la stratégie nationale d'immigration et d'asile de la Belgique, en particulier dans le domaine de l'immigration économique et de l'intégration des migrants.

Objectif
- Appuyer le processus de mise en œuvre de la stratégie nationale d'immigration et d'asile de la Belgique, en particulier dans le domaine de l'immigration économique et de l'intégration des migrants.

Activités
- Appuyer le processus de mise en œuvre de la stratégie nationale d'immigration et d'asile de la Belgique, en particulier dans le domaine de l'immigration économique et de l'intégration des migrants.

Résultats attendus
- Appuyer le processus de mise en œuvre de la stratégie nationale d'immigration et d'asile de la Belgique, en particulier dans le domaine de l'immigration économique et de l'intégration des migrants.

Zone d'intervention
Morocco

Dépliant Amuddu

Royaume du Maroc
المملكة المغربية
Kingdom of Morocco
المملكة المغربية

Belgique
Royaume de Belgique
Belgium

Amuddu
تقوية الإدماج الإقتصادي للمهاجرين المقيمين بالمغرب
"دعم تنفيذ الإستراتيجية الوطنية للهجرة واللجوء"

Amuddu
Renforcement de l'intégration économique des personnes migrantes
"Appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile"

Zone d'intervention
Morocco



Roll Up